

Marceau Pivert,  
Lucien Hérard, René Modiano

# 4 DISCOURS ET UN PROGRAMME

Conseil National  
(MONTROUGE)  
le 14 février 1937  
Conseil National  
de PUTEAUX  
le 18 avril 1937

De l'exercice  
à la conquête

## DU POUVOIR

## Pourquoi cette brochure ?

Tout simplement POUR INFORMER LES MILITANTS.

Pour que ceux-ci nous connaissent TELS QUE NOUS SOMMES.

Pour que nos adversaires de tendance nous jugent en toute équité.

Pour que nos amis contrôlent le mandat qu'ils nous ont confié et nous disent si nous l'avons bien rempli.

Pour habituer aussi les travailleurs socialistes à se libérer d'une certaine religiosité qui leur interdit de juger la politique des militants les plus prestigieux. Pourtant tous, nous pouvons nous tromper, les plus modestes comme les plus éminents. La somme de nos erreurs sera minimum si nous conservons pleine et entière notre liberté d'appréciation.

Avec un peu d'objectivité, on retrouvera, dans nos discours, notre désir fervent de servir notre Parti et la classe ouvrière; notre volonté de ne pas céder devant certains courants d'opinion dont nous connaissons le danger; notre rectitude d'appréciation entre juin et novembre, entre novembre et février, entre février et avril.

Quoi qu'il advienne désormais, nous avons conscience d'avoir joué, déjà, notre rôle, par une vigilance qui s'est révélée trop justifiée, par exemple dans le domaine financier.

C'est pourquoi nous allons avec confiance au-devant du jugement de nos camarades du Parti, quelle que soit leur tendance. Nos critiques sont-elles judicieuses ? Nos perspectives sont-elles vérifiées ? Avons-nous à quelque moment que ce soit, oublié nos principes socialistes, nos difficultés communes, la complexité de nos tâches ? Chacun de nos lecteurs appréciera. Mais dès maintenant nous répétons, dans un cri d'alarme et d'espérance à la fois: Il faut, à tout prix, trouver le chemin qui conduit DE L'EXERCICE DU POUVOIR A LA CONQUETE DU POUVOIR. M. P.

## La minorité à la parole

PREFACE DE MARCEAU PIVERT

Le développement des idées socialistes et révolutionnaires dans les masses est assez impressionnant pour que la bourgeoisie s'en inquiète.

Ce qui serait moins admissible, c'est que notre Parti socialiste s'en inquiète, lui aussi.

On lira dans les pages suivantes nos discours prononcés au Conseil National du Parti le 14 février, et au Conseil National extraordinaire du 18 avril. Comme délégués à la C.A.P. par la Gauche Révolutionnaire, nous avons le droit de faire connaître à l'ensemble du Parti la nature de nos arguments et de nos avertissements.

Depuis le 14 février, où fut imposée l'étape de la *pause*, il y a eu a eu le 5 mars (les caisses vides et le retour à la confiance des possédants) — et le 16 mars (le drame de Clichy).

Et la majorité du Parti, ou du moins de la C.A.P. n'a réagi à ces événements que par des menaces de répression à l'égard de la minorité et par la dissolution de la Gauche Révolutionnaire prononcée le 18 avril.

Cependant, nous aimons assez notre Parti pour espérer qu'il ne recommandera pas certaines erreurs mortelles.

Mais pour cela, il faut qu'il juge en connaissance de cause.

Quant aux questions disciplinaires, comment des hommes qui en ont le plus clairement compris la « relativité » par rapport à une situation sociale déterminée, ont-ils pu à ce point oublier leur propre passé ?

Comment ont-ils pu laisser supposer qu'ils voulaient, en réalité, briser une minorité « non-conformiste » ?

A Tours, c'est Paul Faure qui rappelait en ces termes la beauté de notre Parti :

*« J'ai connu, il n'y a pas très longtemps, l'époque des querelles de tendances très violentes entre hervéistes, blanquistes, jauréssistes, guesdistes. On se disait des choses très dures dans les Congrès et dans la Presse. Mais la pratique de la représentation proportionnelle assurait le droit à tous de se faire représenter dans les organismes du Parti. Dans l'Humanité, de Jaurès, écrivaient des camarades de toutes les tendances. C'était pourtant un grand journal que celui-là et un grand Parti que le nôtre: un Parti qui avait un vif rayonnement sur le monde entier. Vous voulez supprimer cela? Tant que*

vous serez les trois quarts contre un faible quart, vous pourrez brutaliser la minorité. Mais si demain il y a 1.550 mandats d'un côté et 1.500 de l'autre, la majorité pourra-t-elle imposer le silence à la minorité? Naturellement la minorité que vous obligerez à se taire cherchera à écrire ou à parler ailleurs que dans le Parti. Ceux auxquels vous refuserez vos tribunes en chercheront d'autres. Il y a là, en germe, toutes les scissions. »

Et Lebas ajoutait : « Il est vrai qu'une fraction du Parti dénonce comme coupables les autres fractions qui ne pensent pas comme elle. Où sont donc ceux qui menacent l'unité ? »

SONT-ILS TOUJOURS DU MEME AVIS ?

La situation n'est pas comparable, certes, mais ces avertissements sont encore plus justifiés parce que les principes constitutifs d'un Parti de démocratie prolétarienne ont été vérifiés et trempés par vingt années d'expériences douloureuses et de déchirements épuisants.

Aussi nous avons pleinement confiance en l'avenir.

Les idées socialistes et révolutionnaires, en s'emparant des masses, deviendront bientôt des forces irrésistibles.

Aucune répression bureaucratique ne pourra les maîtriser...

Et toi, camarade, qui liras ces lignes, réfléchis à la signification véritable des remous provoqués par notre mouvement.

*Pense par toi-même et juge en conscience.*

Car c'est de ton sort et de tes libertés qu'en définitive il est question dans notre effort.

Marceau PIVERT.

.....

## La Circulaire 273

PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.)

Secrétariat général

9, rue Victor-Massé, Paris (9<sup>e</sup>)

CIRCULAIRE N° 273

AUX SECRETAIRES DES SECTIONS  
ET DES FEDERATIONS

Paris, le 19 janvier 1937.

Mon cher Camarade,

Un groupe de tendance portant le titre de *Gauche Révolutionnaire* a entrepris au sein et hors du Parti une action sur le danger de laquelle la C.A.P., unanime moins deux de ses membres, nous a chargés d'appeler votre attention.

Nos camarades estiment qu'il y aurait de graves inconvénients à laisser se développer des tentatives de désagrégation et s'exprimer des attaques injustes et systématiques contre la politique voulue par les assemblées souveraines du Parti.

Cette appréciation n'a nul besoin d'être longuement commentée. Il suffit, pour en saisir le bien-fondé et la justification, de considérer l'usage constant fait par les ennemis du socialisme des articles et propos des militants qui se réclament de la « Gauche Révolutionnaire », notamment du camarade Marceau Pivert.

A la tribune de la Chambre, dans les journaux, au cours des réunions de propagande, l'adversaire n'a pas manqué d'exploiter contre notre Parti, son action dans le pays et son rôle au Gouvernement, les articles et propos en question.

La situation, de ce fait, devient intolérable.

Dans toutes les périodes de son histoire, notre Parti a dû se défendre contre des éléments dissolvants et indisciplinés et prendre, au besoin, contre eux de nécessaires sanctions.

Cette défense du Parti, dans les circonstances que nous traversons, avec les énormes responsabilités que nous avons assumées, est devenue plus impérieuse et plus vitale qu'elle ne le fut jamais.

Nous sommes convaincus que tous nos camarades le comprendront.

Au mois de juin dernier, le Parti a voulu une politique, il a été unanime à la vouloir. Il a investi de sa confiance certains des nôtres qu'il a autorisés à participer au Gouvernement dans des conditions déterminées et pour la réalisation d'un programme qui n'est pas un programme socialiste, mais le programme du Rassemblement Populaire.

Avec le mandat du *Parti unanime*, l'un des nôtres, attaqué, injurié, menacé, frappé par la réaction fasciste, a pris avec un courage admirable la tête du premier Gouvernement à direction socialiste.

Depuis sept mois, sous son impulsion, à la fois souple et énergique, tenace et éclairée, les Chambres ont inscrit dans la loi tout ce que réclamaient dans le programme en question les travailleurs et la démocratie.

Les engagements ont été tenus au-delà de ce que les plus optimistes l'espéraient.

Législation nouvelle votée, situation économique améliorée, recul du fascisme, paix maintenue ! Les résultats sont là visibles et sensibles pour tous.

L'œuvre se développe sans arrêt et sans défaillance. Il va falloir maintenant adapter les lois aux réalités, les corriger, les compléter. Il va falloir équiper le terrain conquis, renforcer et étendre les victoires.

Nous sommes au plein de la bataille politique et sociale la plus formidable que notre génération ait connue et où tout notre Parti, ses forces d'aujourd'hui et ses espérances de demain, ont été et demeurent engagées à fond.

On n'a pas le droit de tirer dans le dos des hommes qu'on a mis en avant ; on n'a pas le droit de semer la division et la méfiance ; on n'a pas le droit d'armer l'adversaire.

La C.A.P. demande à toutes les Fédérations et Sections du Parti d'être fraternellement unies, confiantes et disciplinées durant toutes les phases du combat.

C'est la condition du succès.

Elle espère que les cœurs et les volontés de tous les camarades répondront à son appel.

Croyez, mon cher Camarade, à nos sentiments de fraternité socialiste.

*Pour la C.A.P. :*

*Le Secrétaire général :*

Paul FAURE.

# Pour la démocratie socialiste

INTERVENTION DE LUCIEN HERARD  
AU CONSEIL NATIONAL DU 14 FEVRIER 1937

Je voudrais présenter ici les sentiments de la Gauche révolutionnaire, au sujet de la circulaire 273.

Je ne désire pas qu'on établisse un long débat autour de ce problème. Je crois que les questions essentielles sont les questions de politique intérieure, de politique générale, et ceci n'est en quelque sorte que subsidiaire.

Mais le Conseil national comprendra que pour nous, cette question présente une importance considérable. Aussi sans entrer dans le détail de l'argumentation, sans nous livrer à un commentaire détaillé de cette circulaire, je voudrais dire d'abord combien celle-ci nous apparaît choquante et regrettable et aussi quelles questions importantes elle pose quant à la démocratie dans le Parti.

Nous la trouvons choquante et regrettable d'abord parce qu'elle constitue quelque chose qui est assez exceptionnel : une mise en garde devant toutes les sections du Parti, d'un groupement de tendance du Parti. Il faut remonter à une vingtaine d'années pour voir chose semblable et l'histoire a de ces ironies : c'est que c'était précisément notre camarade Paul Faure et la Fédération de la Haute-Vienne qui se trouvaient à peu près dans la situation où nous nous trouvons présentement, nous Gauche révolutionnaire.

Je regrette dans cette circulaire non seulement le fait qu'elle ait été écrite, mais aussi l'outrance des termes, termes qui, à mon sens, ne dépassent peut-être pas la pensée du rédacteur, mais dépassent très certainement la vérité et en quelque sorte excèdent cette vérité.

À sa lecture, camarades, j'ai eu le sentiment d'une profonde injustice. Je me suis dit, en moi-même, que je ne méritais pas pareille chose, que c'était à tort, que c'était d'une façon inique, que l'on nous accusait, mes camarades et moi, d'être « un agent de désagrégation » et de « tirer dans le dos de nos camarades ».

Rien, à mon sens, quand je passe en revue l'action que je mène, ne permet de dire que j'ai fait pareille chose. Et lorsque l'on nous présente comme bornant tous nos efforts à une critique systématique et malveillante de l'action du gouvernement, je dis que l'on nous fait tort, parce que tous les camarades savent qu'à côté de notre action critique, il y a notre action de propagande. Tout le monde sait que nous ne sommes pas les derniers à agir. Nous avons notre part dans l'action quotidienne du Parti et jamais nous n'avons refusé d'accomplir quoi que ce soit au service du

Parti. Et alors, lorsqu'on nous présente comme des éléments de désagrégation, animés d'un esprit de critique systématique, je dis que c'est déformer la vérité, et ces paroles me révoltent parce que j'ai le sentiment qu'elles ne répondent pas à la réalité.

Je pense aussi que cette circulaire est regrettable, du fait qu'elle a été envoyée à la veille de notre Conseil national. Cette mise en accusation de la Gauche révolutionnaire devant toutes les sections du Parti, à quelques semaines du Conseil national, sans que rien précédemment ne l'ait fait prévoir, m'apparaît comme quelque chose de regrettable, car c'est créer une ambiance de proscription, c'est créer une atmosphère de scission, une atmosphère de défiance dans le Parti, et le résultat a été que des sections et des fédérations ont voté des motions s'inspirant de celle de la Gauche révolutionnaire, la reprenant même parfois dans ses termes, mais ont voté néanmoins contre la Gauche révolutionnaire.

Nous avons vu des sections se prononcer à l'unanimité contre la Gauche révolutionnaire et réclamer en même temps le service d'un an. Il y a là le résultat flagrant et ridicule d'une campagne menée contre nous, par cette circulaire.

Il n'est pas, camarades, jusqu'à la hâte avec laquelle elle a été envoyée qui ne nous apparaisse éminemment regrettable. Le soir où la C.A.P. se réunissait (le 20), au lieu de lui soumettre ce texte qui appelait des réserves dans sa forme, même de camarades qui ne sont pas de la Gauche révolutionnaire (il était notamment des épithètes que nombre de camarades désavouaient et ont même regretté à la séance de la C.A.P.), au lieu de soumettre cette circulaire à la C.A.P. elle était, nous dit-on, déjà partie. Elle était si bien partie que certaines lettres que j'ai eues entre les mains portaient non pas le timbre du 20, mais le timbre du 22. La hâte avec laquelle on a expédié cette circulaire témoigne de la regrettable volonté de mettre en accusation devant les sections du Parti toute une tendance de notre mouvement socialiste.

Enfin, camarades, il y a un autre problème qui dépasse celui-là. Pour nous, il est important évidemment que nous ayons été mis en accusation, mais le problème dépasse de beaucoup cette question. Le problème qui se pose, c'est le problème de la démocratie à l'intérieur du Parti. Voyez, je n'insiste même pas sur le fait que l'on nous a refusé les moyens de présenter notre défense devant les sections, dans la forme même où l'accusation avait été portée.

Nous demandions que le secrétariat, de même qu'il avait envoyé une circulaire, la circulaire 273, aux différentes sections, permit à la Gauche révolutionnaire d'envoyer par le même moyen une défense devant les sections. C'est un droit élémentaire que l'on reconnaît à tout le monde, que l'on reconnaît aux adversaires, que dans l'enceinte des tribunaux on reconnaît même aux gens les plus tarés. Et cela, on nous l'a refusé, et j'estime que c'est profondément regrettable.

## POUR UNE ELEMENTAIRE DEMOCRATIE

Enfin, le problème tout entier se pose de la démocratie dans le Parti. Nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions sur la démocratie qui y règne. C'est une démocratie purement formelle. En réalité, aucun des grands problèmes de la vie politique n'est examiné par le Parti. Il s'est présenté au Congrès de Huyghens, à la veille de prendre le gouvernement, sans avoir discuté des grands problèmes qui se présentaient, ni au point de vue financier, ni au point de vue extérieur. En vérité, nous avons un système de démocratie formelle, mais en réalité c'est une dictature intellectuelle, parfois heureuse, parfois moins heureuse, des leaders du Parti.

A la C.A.P., même, lorsqu'on veut discuter des problèmes militaires, après une intervention, un camarade se lève et dit : « Je demande l'ordre du jour pur et simple. » Camarades, il y a dans cette façon de procéder quelque chose qui est injurieux à l'égard d'une minorité. Le moins qu'on puisse faire, c'est de lui accorder une confrontation des opinions et non pas simplement de lui dire : « Vous voulez parler ? Parlez; bon, maintenant que vous nous avez assez rasés, nous passons à l'ordre du jour ! » C'est là procédé inadmissible. Et je pense que le Parti n'a rien à gagner à perpétuer ces errements. Je pense qu'il est très regrettable qu'il ne s'attache pas à examiner les grands problèmes, qu'on le mette en face du fait accompli et que chaque fois qu'il veut discuter on mette en avant la sympathie que l'on éprouve pour Léon Blum. C'est à tort, à mon sens, que l'on porte sur le plan sentimental, un problème purement politique. Et je crois qu'il est dangereux également de toujours monter en épingle (quels que soient les sentiments que nous partageons tous à l'égard de notre camarade Blum), cette espèce de direction totale du Parti par lui. Et lorsque je le vois appelé dans le *Populaire* « chef vénéré », le souvenir de certains faits et de certains pays m'incite à penser que ce n'est pas bon signe pour les oppositions lorsqu'on emploie pareil vocabulaire.

Pour formelle qu'elle soit, nous voulons que cette démocratie continue à régner dans le Parti. Elle n'est pas tellement développée déjà que vous puissiez y porter la main. Elle représente un minimum insuffisant, mais ce minimum, à mon sens, ne doit plus être amenuisé. Et je vous demande de réfléchir, si véritablement déjà nous n'avons pas le droit de discuter avant, croyez-vous que nous n'aurons plus le droit de critiquer après ? La louange, camarades, on l'a dit il y a longtemps, a peu de valeur au pays où la critique est interdite. Et je voudrais simplement vous soumettre ces quelques lignes, de camarades socialistes d'un pays voisin, la Belgique, où se poursuit une expérience qui n'est pas sans présenter quelque rapport avec la nôtre et où un socialiste que l'on ne classera pas dans la Gauche révolutionnaire, le citoyen De Man, écrit ceci :

« Il exprimait fort bien cette nécessité quand dans l'un de nos « derniers congrès, il faisait appel à la critique des masses et des « militants, comme à l'une des formes les plus utiles du soutien « aux ministres du Parti. »

C'est dans cet esprit que nous développons nos critiques. Nous le faisons parce que nous pensons qu'il y a lieu de tirer le signal d'alarme et que le Parti ne grandira pas par la louange, qu'il ne grandira que par un esprit critique librement, totalement et fraternellement exprimé.

(Applaudissements.)

## Contre la guerre et l'union sacrée

INTERVENTION DE RENE MODIANO  
AU CONSEIL NATIONAL DU 14 FEVRIER 1937

---

Camarades, j'ai déjà eu l'occasion au dernier Conseil National du Parti, de monter à la tribune pour traiter de la politique militaire du Parti et du Gouvernement. C'est un sujet qui m'est cher et sur lequel nous n'avons pas fini de revenir.

Je vous annonçais, au dernier Conseil national, quelles mesures militaires avaient été réclamées par le Congrès radical de Biarritz qui, lui, osa parler publiquement de ces problèmes, donner son avis, réclamer des solutions rapides et énergiques.

Ces mesures, bien entendu, ne figurent absolument pas au programme du Rassemblement populaire, et néanmoins je vous annonçais que sans doute, pour la plupart d'entre elles, elles ne tarderaient pas à être réalisées avec une efficacité, une rapidité que nous souhaiterions voir absolument dans tous les domaines.

Eh bien ! aujourd'hui, trois mois plus tard, nous pouvons faire le point : la Commission de l'armée de la Chambre n'a pas été inactive. La Chambre des députés n'a pas été inactive. La Commission est déjà saisie du projet Désarnaulds, instituant l'éducation physique en liaison avec la préparation militaire obligatoire; elle est saisie aussi de ce projet qui était qualifié de fasciste par une revue technique inspirée des idées de Jaurès, « l'Armée nouvelle », le projet d'organisation de la nation pour le temps de guerre, elle l'a examiné, et je crois même qu'elle a adopté tout récemment, dans sa dernière séance, le rapport d'ensemble sur la question.

Mais il y a eu aussi cette séance où, en trois minutes environ, on a voté quinze milliards de crédits nouveaux pour la Défense

nationale, sans discussion, car la discussion est venue, mais un mois après. Et cette discussion, c'est celle que nous avons vue récemment à la Chambre, celle où notre camarade Lefèvre a apporté au moment du vote, le point de vue du groupe socialiste.

C'est sur ce discours que nous devons nous arrêter un instant pour considérer dans quelle mesure il peut nous satisfaire et dans quelle mesure nous pourrions être en désaccord.

Et ici, je me plais à rendre hommage au camarade Lefèvre, qui sur bien des points, a su exprimer avec toute l'énergie nécessaire, des idées qui nous sont chères. Nous rendons hommage au camarade Lefèvre pour avoir démolé la thèse de la nation armée. Nous lui rendons hommage pour avoir démolé ces sophismes qui sont toujours vivants : « Plus on est armé, plus on est fort. Plus on est fort, plus on est redouté. Plus on est redouté, plus on est en paix. »

Il a eu le courage de faire pressentir que c'était exactement le contraire qu'il fallait dire. Et nous n'en voulons pour preuve que les paroles mêmes de M. Paul Reynaud, se retournant vers M. Flaminio Piccoli, et sortant ce magnifique aveu dont nous devrions nous emparer pour notre propagande : « S'il n'y a pas eu la guerre au mois de mars dernier, c'est parce que votre armée n'était pas prête. » Eh bien ! nous faisons ici un vœu, camarades, c'est que notre armée ne soit jamais prête, c'est notre vœu le plus cher, parce que cela nous paraîtrait notre garantie de paix maxima.

Nous soulignons encore des formules comme celle-ci : « La défense nationale crée, donne l'illusion de la sécurité, plus que la sécurité vraie. Les alliances militaires ne donnent, elles aussi, qu'une sécurité précaire, sujette à tous les revirements, à toutes les défaillances. La guerre n'est même plus un crime, c'est un suicide collectif. »

Tout cela nous l'acceptons, tout cela c'est la tradition même du Parti socialiste.

Et la conclusion ? La conclusion a été, naturellement, que le groupe socialiste voterait les crédits militaires ! Il est intéressant de voir pour quelle raison notre camarade Lefèvre en avait si bien démontré l'inutilité, la nocivité, l'absurdité ! Eh bien ! si le groupe socialiste a voté les crédits militaires, c'est parce que, a dit notre camarade Lefèvre, le gouvernement actuel est un gouvernement pacifique, qui ne s'en servira pas, c'est un gouvernement qui ne profitera pas de ce qu'il a une armée forte pour tenter des aventures extérieures. Et de cela, camarades, nous sommes intimement convaincus. Nous le savons parfaitement bien. Seulement nous pensons qu'il y a — et ce n'est pas nous qui l'avons dénoncé les premiers, — une sorte de fatalisme de la course aux armements. Nous nous rappelons le discours magnifique de notre camarade Léon Blum, à Genève; ce ne sont pas de vieilles déclarations, il était déjà Président du Conseil, au moment où il décrivait avec

tant de force émouvante ce fardeau des armements qui, avec la force de la loi de la pesanteur elle-même, nous attirait insensiblement à la guerre.

Eh bien ! nous disons que quelles que soient les volontés pacifiques du gouvernement, il y a un danger dans l'entretien, dans le développement, dans la participation même à la course aux armements. Il y a danger parce que c'est comme une pierre qui est en train de rouler sur une pente; jusqu'au dernier moment on veut la retenir, mais il arrive un moment où la déclivité du terrain l'entraîne et la bonne volonté, la volonté même des hommes qui sont au pouvoir, à ce moment-là, n'y peut être plus rien.

Certes, nous nous élevons contre la thèse que la guerre est fatale et qu'on ne peut rien contre elle. Mais nous disons que quand on a été jusqu'à un certain point, alors on a pu rendre la guerre elle-même fatale. Il est possible qu'il y ait un moment où réellement il n'y ait plus rien à faire.

Ce que nous demandons au Parti socialiste, c'est de ne pas attendre ce moment. Et, en effet, nous considérons que cette politique néfaste nous a été imposée par les représentants mêmes du capitalisme. Nous avons montré que c'est la pression de l'Etat-Major qui a abouti à cela, qu'elle s'est exercée par l'intermédiaire du Parti radical, et nous avons dit que le rôle du Parti socialiste était de soutenir le gouvernement, mais que la manière la plus efficace de le soutenir, c'était encore de développer notre propagande traditionnelle, c'était encore de lui fournir par l'agitation dans les masses le point d'appui dont il avait besoin pour résister à tous les chantages exercés sur lui.

Nous savons très bien que ce n'est pas la bonne volonté de quelques ministres, si bien intentionnés soient-ils, qui peut résister à ce chantage du régime même à l'intérieur duquel nous exerçons notre action.

## LE PARTI.. A L'ACTION

Ce que nous reprochons à la majorité du Parti, c'est précisément de s'être refusée à l'action nécessaire. Nous avons porté le problème à la C.A.P., nous l'avons porté devant les sections du Parti. On nous a toujours refusé l'action que nous attendions d'elle. On a refusé de reprendre sur un rythme accéléré et rendu plus que jamais nécessaire par les événements la courageuse campagne de notre camarade Paul Faure contre les marchands de canons. Le Parti socialiste ne mène plus l'agitation contre les deux ans. Le Parti socialiste ne dénonce plus la course aux armements que comme un mal qui nous est imposé, mais contre lequel vraiment nous ne pouvons rien. Eh bien ! si, camarades, nous y pourrions tout de même quelque chose. Nous aurions pu, au moins, ne pas aggraver l'état de chose antérieur, mais pour cela il fallait

que nous nous y mettions tous. Pour cela, il nous fallait le concours actif de l'opinion publique et ce concours actif c'était de nous, et pas de nos ministres, qu'il dépendait de l'obtenir.

C'est pourquoi nos reproches, nos critiques — puisqu'on a parlé de critiques systématiques — et le terme est bien juste, — se tourneront bien davantage contre la majorité actuelle du Parti, que contre nos délégués au gouvernement, que nous avons délégués d'un accord unanime.

Et je ne veux pas excéder mon temps de parole, mais je veux parler aussi de cette nationalisation des armements qui nous inspire de si grandes inquiétudes.

C'était la seule nationalisation prévue au programme du Rassemblement populaire. C'était la mesure qu'on attendait peut-être avec le plus d'impatience. Eh bien ! nous avons là encore des inquiétudes, nous avons peur qu'on n'ait pas été assez loin. Nous avons peur qu'on ait payé trop cher. Nous avons peur qu'il y ait encore, en France, des gens qui ont intérêt à la guerre. Nous avons peur que cela ait coûté tellement cher qu'on en arrive à compromettre même la politique économique du gouvernement.

Et je ne veux que vous lire quelques lignes du militant syndicaliste Neumeyer de la Fédération des Fonctionnaires, qui écrivait ceci, pas plus tard qu'hier :

« Je ne voudrais pas mettre en cause, ici, le principe des dépenses de Défense nationale. Mais il ne nous est pas défendu d'affirmer que si nous nous en rapportons aux premiers renseignements qui nous ont été fournis, on s'est montré bien large vis-à-vis des entreprises nationalisées. Leur silence sur ces nationalisations est, du reste, suffisamment significatif. La vie est belle pour les marchands de canons, M. Caillaux ! Elle l'est aussi pour un certain nombre de mercantis et même d'industriels qui ne savent comment satisfaire toutes les commandes qu'ils reçoivent. Nous pourrions également en administrer la preuve. »

Le Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes vient d'adresser une lettre publique sur cette question, à M. Daladier. Nous espérons qu'il recevra du gouvernement des réponses satisfaisantes.

Et enfin, je veux signaler pour terminer un dernier ordre de profits, qui ne sont pas les moindres : voici que les marchands de canons, c'est déjà un métier périmé. C'est démodé d'être marchand de canons ! quand on est à la page, aujourd'hui, on s'établit marchand de masques. Quand on est à la page on s'établit marchand de béton. Il y a des profits magnifiques à réaliser dans la défense passive. Les actions des marchands de canons ont monté depuis que le Front populaire est au pouvoir. Mais si vous saviez les notes qui paraissent dans les journaux financiers sur les actions des compagnies de produits chimiques, qui fabriquent des masques, les bénéfices massifs qu'on annonce, en prévision de la défense pas-

sive, si vous saviez la ruée qu'il y a dans le monde des affaires vers tout ce qui touche le béton, les projets magnifiques, jusqu'aux plus fous, qui sont élaborés. Le projet de rebâtir Paris souterrainement, ce n'est pas une plaisanterie ! Ou le projet de couvrir Paris d'un vaste toit. On croit rêver en entendant ces choses, mais cependant il y a un journal : **Les Services Publics** ; il y a un inventeur, M. Paul Champion, qui propose le plus sérieusement du monde d'édifier dans Paris 80 tours de 400 mètres de haut, de les relier entre elles par des poutrelles, par un treillis métallique, de recouvrir tout cela de plaques blindées suffisamment épaisses pour résister au choc des obus, et de dormir tranquillement à l'abri en attendant d'observer la prochaine dernière ! Eh bien ! camarades, vous me direz : « C'est le projet d'un fou », je voudrais qu'une bouche autorisée vienne ici nous dire que ce projet n'ait pas été étudié actuellement, comme susceptible d'être réalisé, dans les ministères compétents. C'est peut-être l'œuvre d'un fou, mais il y a beaucoup d'ingénieurs qui s'occupent, en ce moment, de ce projet. Il y a des commissions de techniciens qui l'étudient sérieusement. C'est peut-être l'œuvre d'un fou, mais qui, très certainement, ferait gagner bien des milliards à bien des marchands de béton !

Camarades, je ne veux pas en dire davantage. Je crois qu'il y a là des problèmes graves. Je crois que le Parti socialiste doit s'en préoccuper, qu'il a sa liberté d'expression tout aussi bien que le parti radical, qui, lui aussi, est représenté au gouvernement, mais qui n'hésite pas à faire prévaloir sa volonté.

La solution, nous voulons la rechercher dans l'action propre du Parti, dans la résurrection d'une propagande socialiste qui a mis quelque peu la sourdine ces derniers mois au profit de la propagande du Front Populaire.

Nous voulons trouver la solution dans une action autonome de classe hardie, qui sache ce qu'elle veut, où elle va et qui arrive à nous sortir, par la force même du peuple, des difficultés actuelles.

(Applaudissements.)

.....



# Pour l'action autonome du Parti socialiste

DISCOURS DE MARCEAU PIVERT  
AU CONSEIL NATIONAL DU 14 FEVRIER 1937

Mes chers Camarades, à propos de la fameuse circulaire, je me borne à remettre entre les mains du Président une motion que nous avons rédigée en tenant compte des suggestions d'un certain nombre de camarades de province :

« Le Comité National regrette que la circulaire 273, dans son esprit comme dans sa forme, ait pu donner lieu à des inquiétudes relatives au jeu normal de la démocratie intérieure du Parti.

« Il confirme le droit, pour tous les courants d'opinions du socialisme à la libre expression à l'intérieur du Parti et dans la tribune libre du Populaire, et passe à l'ordre du jour. » (1)

J'examine maintenant la position que nous avons prise dans le Parti. Et pour rappeler sa continuité, je citerai trois dates qui, pour nous, marquent déjà trois étapes : Juin, novembre, février.

## JUIN 1936

En juin, voici comment nous donnions notre vote unanime à nos camarades chargés de former le gouvernement lors du Congrès national, (2 juin 1936) :

« En apportant notre effort loyal à l'unanimité du Parti au moment où il s'engage dans une bataille historique, nous tenons à déclarer que l'exercice du pouvoir par le Parti socialiste, par suite du jeu des institutions parlementaires et dans le cadre du régime, ne peut aboutir qu'à des palliatifs dont l'importance n'est certes pas négligeable, mais qui se révéleront absolument insuffisants pour résoudre les problèmes de la crise actuelle. Le gouvernement aura pour devoir de réaliser dans le plus bref délai — les Chambres siégeant sans désespérer — les « revendications urgentes, et par là même restreintes » du programme du Rassemblement populaire.

« Comme l'écrivait Léon Blum dans le Populaire du 2 juillet 1935, nous considérons que « le prolétariat n'a intérêt à exercer le pouvoir que dans la mesure où il peut en user pour accélérer le rythme, d'une part, du mouvement politique qui conduit à la conquête, d'autre part de l'évolution économique qui prépare la transformation révolutionnaire. »

« C'est pourquoi nous souhaitons que le programme de Rassemblement populaire soit « complété par des mesures plus profondes pour arracher définitivement l'Etat aux féodalités industrielles et

(1) Repoussé par un vote à mains levées.

financières » (ainsi que l'indique le préambule du programme, 7<sup>e</sup> paragraphe), ces mesures étant celles définies par les congrès de Toulouse et de Mulhouse, ainsi que par le Plan de la C.G.T.

« Enfin, étant donné la condamnation, par tous les partis du Rassemblement populaire, du service de deux ans et de la course aux armements, nous proclamons que le retour au service d'un an et la réduction des crédits militaires au chiffre de 1933 (budget Daladier) constituent des mesures immédiatement réalisables. En dehors de leur valeur intrinsèque, ces mesures auront une profonde résonance dans la jeunesse, et témoigneront devant l'Europe entière de la volonté du gouvernement de rompre avec la politique extérieure de la France depuis Versailles.

« C'est dans cet esprit et avec cet espoir que nous nous sommes associés à la motion d'unanimité, de même que nous sommes associés dans une lutte acharnée contre nos ennemis de classe.

## NOVEMBRE 1936

En novembre (quelques camarades semblent l'avoir oublié), nous nous sommes comptés sur la motion suivante :

« Le Conseil national considère que la gravité de la situation politique intérieure et extérieure exige de la part des militants du Parti, au gouvernement comme dans le pays, un effort offensif dans tous les domaines et, pour commencer, sur tous les points du programme de Rassemblement populaire.

« Toute faiblesse, à l'heure présente, pourrait avoir des résultats catastrophiques. Il demande à tous, gouvernement et masses populaires, les mesures les plus rigoureuses :

### « POUR LA DEFENSE DU PAIN :

Contre l'offensive patronale, maintien et développement du pouvoir d'achat des travailleurs et réquisition des entreprises réfractaires ;

### « POUR LA DEFENSE DE LA LIBERTE :

Dissolution effective des ligues, épuration totale des hautes administrations : armée, marine, presse, justice, police, diplomatie, liberté pour les manifestations ouvrières et constitution d'une auto-défense populaire prête à toutes les éventualités ;

### « POUR LA DEFENSE DE LA PAIX :

Opposition catégorique aux tentatives de l'Etat-Major en faveur de la militarisation totale du pays (défense passive, préparation militaire obligatoire, etc.), réduction du temps de service et diminution des crédits.

« Le Conseil national invite en outre le gouvernement de Front populaire à réaliser de toute urgence les revendications immédiates des peuples coloniaux, sans le concours desquels ni le pain, ni la liberté, ni la paix ne peuvent être garantis. Il appelle les travailleurs de la ville et des champs à développer leurs organisations de classe

et à préparer méthodiquement, par leur action autonome, la conquête du pouvoir, seul moyen d'abattre le fascisme et la guerre. »

### FEVRIER 1937

On ne nous a pas entendus et nous voici devant un certain nombre de résultats prévus.

Au seuil de l'analyse que je vais faire, je veux tout de suite indiquer le caractère de la motion, volontairement brutale et limitée qui a été envoyée à quelques militants dans le Parti (et je suis certain qu'il y en a un grand nombre qui l'ignorent encore à l'heure actuelle !).

Nous l'avons faite pour déterminer une sorte de secousse de nature telle que le Parti soit amené à faire encore plus attention à nos avertissements. Et la preuve que nous n'avons pas cherché à conquérir des mandats, c'est cette présentation abrupte qui a écarté de nous un grand nombre de camarades qui, cependant, pensent comme nous. Nous voulons d'ailleurs dès maintenant tenir compte de leurs désirs en faisant l'effort de rédaction qu'ils nous ont demandé; nous l'avons fait dans la Seine, et très volontiers, car cela n'est pas une concession, mais correspond à notre état d'esprit : nous sommes d'accord pour reconnaître la partie positive de l'effort du gouvernement. Nous proposons donc à ceux de nos camarades qui pensent comme nous, le préambule suivant :

« Le Conseil national du Parti socialiste S.F.I.O. ayant à examiner l'action du gouvernement et du Parti depuis juin, enregistre les importants avantages sociaux obtenus par l'action combinée du prolétariat en grève et du gouvernement de Front populaire, à direction socialiste, ainsi que l'adoption de nombreuses lois favorables aux travailleurs. — Constate avec regret que sous la pression des forces capitalistes s'exprimant, par la censure du Sénat, les combinaisons des chefs radicaux, la fuite des capitaux, etc.

« 1° La politique initiale de lutte contre les oligarchies financières s'est peu à peu tempérée puis transformée en une politique ménageant les intérêts capitalistes.

« 2° L'action directe du prolétariat saluée par le Congrès de Huyghens, a été freinée, puis désavouée publiquement au nom d'une paix sociale constamment violée par les puissances capitalistes.

« Rappelle que, selon la formule saisissante de Léon Blum, *il sera toujours impossible à la classe ouvrière de dissocier d'une façon complète son action directe de classe de son action politique et d'arrêter ou de freiner complètement l'une pour la raison que l'on constate un progrès de l'autre.* (Congrès de Huyghens, 31 mai 1936.)

« Le Congrès rend hommage au dévouement et à la bonne volonté du chef du Gouvernement. Mais il considère comme dangereux pour les intérêts matériels et moraux des travailleurs et l'ava-

nir du socialisme, une politique caractérisée notamment par :

« La campagne contre les occupations d'usines;

« Par la mollesse de la répression contre les ligues;

« Par l'effacement de l'assemblée issue du suffrage populaire devant le Sénat conservateur;

« Par la recherche de la confiance des possédants (discours de Vincent Auriol du 16 décembre à la presse), ce qui ne peut qu'entraîner le relèvement des profits capitalistes (discours de Spinasse à l'U.T.S.);

« PAR LA NOMINATION DES REPRESENTANTS LES PLUS MARQUES DES TRUSTS aux postes de confiance de l'Etat (Rueff, Baumgartner, Coutrot);

« Par les milliards dissipés dans le gouffre des armements;

« Par les appels répétés à l'union devant le péril extérieur, et les scandaleuses journées du 16 octobre (défense passive) et du 11 novembre (union sacrée).

« Le Congrès national s'étonne de la carence persistante de la C.A.P. devant tous ces abandons, et affirme que le moment est venu pour le Parti socialiste d'entamer une campagne énergique pour la nationalisation des principaux trusts et des assurances pour le contrôle ouvrier sur la production, pour le maintien et le développement du niveau de vie acquis après les grèves de juin, seul moyen d'abattre définitivement le fascisme et d'assurer aux travailleurs la paix, le pain, la liberté. »

Voici notre texte et nous disons tout de suite à ceux de nos camarades de province qui trouvent qu'il y a encore des améliorations à y apporter, qu'à condition de n'en pas modifier le sens général, nous sommes prêts à entrer en conversation avec ceux qui se sont apparentés à notre motion.

### « RESTEZ ET FAITES MIEUX »

Maintenant, nous avons le sentiment de nos responsabilités dans cette circonstance. Nous sommes certains que la politique qui est actuellement le résultat d'une sorte de composition des forces peut être améliorée. Et nous refusons tout à fait le dilemme que tout à l'heure Zyromski apportait à cette tribune : « *La conclusion logique de votre motion, c'est le retrait des délégués au gouvernement* ». Non camarades! non! car premièrement vous serez obligés, que vous le vouliez ou non, de vous battre contre les capitalistes et par conséquent nous serons à vos côtés par la force des choses, mais pendant un certain nombre de mois vous aurez essayé le compromis et vous n'aurez pas réussi, car *le compromis ne réussit jamais avec les ennemis que nous avons en face de nous*, à moins de capituler complètement; et deuxièmement, nous sommes assez près de nos camarades, et nous aimons assez notre Parti pour pouvoir affirmer qu'ils sont capables de tenir compte des courants

d'opinion qui s'expriment à l'intérieur du Parti, et pour améliorer dans une mesure considérable le contenu politique qui est actuellement celui dont nous allons faire le bilan.

Nous ne disons pas : « Allez-vous-en », mais au contraire : « Restez et faites mieux ».

Nous sommes persuadés que le meilleur moyen de rendre service au gouvernement, c'est de lui apporter cet effort critique. Je reprends une phrase que tout à l'heure mon ami Hérard a citée, une phrase de de Man : « La critique des masses et des militants est une des formes les plus utiles du soutien aux ministres du Parti. » Vous la trouverez dans le bulletin international qui vous a été envoyé. C'est exactement sous cette forme et avec ce but que nous apportons ici notre contribution et notre effort dans l'intérêt du Parti.

Le Gouvernement ne doit pas être renversé, nous ne pouvons pas admettre une seule minute qu'un autre gouvernement soit constitué à l'heure présente; il est le gouvernement voulu par le suffrage universel, et ce que nous demandons à nos délégués, c'est de faire plus pour traduire mieux encore les volontés réelles des masses populaires qui l'ont porté au pouvoir.

#### FINANCES

Je ne parle pas des questions militaires puisque Modiano l'a fait. Mais voyons la politique financière : là encore, si des camarades doutaient de notre amitié pour ceux que nous avons placés à des postes responsables, j'en serais, personnellement, tout à fait attristé, mais avoir de l'affection pour un camarade, avoir de la fidélité à son Parti et dire ce que l'on pense, en même temps, d'une ligne politique que l'on croit fautive, je n'admets pas que ce soit incompatible, et je continuerai, quoi qu'il arrive, à faire ce que je considère comme mon devoir strict de militant, c'est-à-dire à exprimer ici exactement ce pourquoi mes camarades m'ont envoyé à la tribune du Conseil national.

La politique financière a donné lieu à certains zigzag qui dénotent au moins une chose, c'est qu'elle n'est pas facile. Mais pourquoi notre ami Auriol et nos camarades du Gouvernement semblent-ils avoir oublié que la bonne volonté ne suffit pas; la résistance du capital, elle est là, il faudra la subir ou la briser. Or, au langage d'autorité du début s'est substitué un langage de compromis.

Qu'est-ce que ça a donné ? On a échoué. On n'a pas eu l'appui du grand capital. On a eu lors du premier emprunt la contribution et la confiance des petits épargnants. Cela ne suffit pas.

Ensuite, on a clos l'emprunt pour faire la dévaluation.

De fin septembre à février, les changes ont pris des courbes dangereuses. Le fonds d'égalisation s'est épuisé au maintien du niveau du franc à un taux fixe. On arrive maintenant à la période où le grand capitalisme qui, pendant plusieurs mois a été effrayé, qui a eu de grosses inquiétudes, est au contraire tout à fait rassuré.

Il a le sentiment très vif de conduire la manœuvre comme il l'entend. Et nous en sommes arrivés au point de vue financier à une situation dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle laisse de lourdes préoccupations à nos camarades du gouvernement. On peut juger la méthode avec la boutade de Gambetta : « Quand on doit assécher un marais, on ne va pas consulter les grenouilles. » Et quand on est envoyé au Gouvernement pour lutter contre le grand capitalisme (car au fond le Front populaire a été constitué pour cela, contre les trusts et le grand capitalisme) on ne va pas lui demander son avis. Quand on lui demande son avis, il joue sur le velours et triomphe sans peine !

Voulez-vous un petit exemple ? Le dernier emprunt. L'or de la Banque, auquel le Sénat refuse la possibilité de gager de nouvelles émissions françaises, eh bien ! il sert à gager les devises que nous remet l'Angleterre. C'est-à-dire qu'au lieu d'imprimer des bons ou des billets, nous payons 3 1/2 % pour recevoir de l'Angleterre du papier qui est gagé par notre or. Et nous constatons cette chose qui est tout de même énorme, et qui marque bien la réalité du front international de classe; les capitalistes français et les grandes banques refusent d'apporter de l'or, de fournir le crédit nécessaire à l'Etat, mais par l'intermédiaire de leurs collègues d'Angleterre ou des succursales françaises qui sont en Angleterre, l'emprunt émis en Angleterre est immédiatement recédé aux Banques françaises avec un bénéfice de 1/2 %. Oui, le soir même où l'emprunt a été négocié, on le reflait aux Banques françaises avec un bénéfice de 1/2 %; ainsi la politique de confiance entretient l'immoralité et la spéculation qui sont couronnées de succès par le fonctionnement même du régime. Nous ne pouvons pas nous associer à cette politique. D'autant plus qu'il y a tout de même quelque chose d'humiliant de passer sous les fourches caudines du capital international, lorsqu'on est l'Etat français. On est obligé de constater qu'au moment où le taux du crédit à Londres est de 1/2 %, on « nous » consent royalement 3 1/2 % et encore avec une garantie or...

Ai-je raison d'affirmer maintenant que lorsqu'on ne se bat pas directement contre les banques, on est obligé de passer sous leurs fourches caudines ? Est-ce pour cela que le Front Populaire a été constitué ? Non ! Cette politique ne correspond pas à la volonté des masses, il faudra la modifier. Je suis persuadé qu'on sera forcé de revenir à une politique de combat, mais on aura perdu du temps, perdu aussi une certaine partie de l'or et perdu peut-être dans la classe ouvrière ou tout au moins dans la classe moyenne une partie de la confiance populaire dont le Gouvernement pouvait légitimement disposer.

En tout cas, le Sénat a très bien compris la faiblesse de cette position, car d'après les dernières séances, il est en train d'imposer le retour à une politique de déflation. Qu'est-ce à dire ? Jusqu'à

maintenant on cherchait à atteindre l'heure de la reprise. La ligne générale recherchant l'élévation du niveau de consommation doit traverser une période extrêmement dure, une « soudure » jusqu'au moment où les impôts rentreront et jusqu'à l'Exposition; mais qui nous dit que nous ne serons pas amenés auparavant à une situation de trésorerie exigeant des méthodes de coercition ? Quoi qu'il en soit, de graves dangers nous menacent, qui sont la conséquence des hésitations, des zigzags, c'est-à-dire du défaut de politique cohérente dans la lutte nécessaire contre le grand capitalisme.

### QUE FAIRE ?

Quelles sont les mesures qui devraient être envisagées ? Je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail, mais je voudrais tout de même protester contre la déflation qui déjà commence et qui va peser sur la reprise économique. Rien que dans le domaine des grands travaux, vous savez très bien qu'ils sont financés uniquement par voie d'emprunt, d'où toutes sortes de difficultés supplémentaires. On n'a pas encore osé parler des nationalisations, de celle des assurances en particulier. On est donc le prisonnier des banques dont on renforce le pouvoir politique en même temps qu'on accroît leurs bénéfices; et pourtant, il aurait été possible de consacrer à ce financement des grands travaux, les trois milliards restés disponibles sur la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque de France lors de la dévaluation.

Mais, camarades, en vertu de la même politique de compression, du point de vue financier, on a préféré donner ces 3 milliards au Crédit Foncier, moyennant un intérêt de 2 %, alors que le Crédit Foncier les prête à 5 % et plus. Encore un bénéfice supplémentaire attribué au Crédit Foncier, par conséquent au crédit privé.

LÉON BLUM. — Je vous interromps un instant...

MARCEAU PIVERT. — S'il y a une erreur matérielle...

LÉON BLUM. — Non, mais vous oubliez une contre-partie de l'opération : il est exact qu'on a mis à la disposition du Crédit Foncier 3 milliards pour lesquels il y a 2 % d'intérêt, et qu'il recède à 5 pour l'exécution des grands travaux. Mais la contre-partie c'est qu'on a imposé au Crédit Foncier une conversion obligatoire pour tous les emprunts en cours. Et le résultat final, n'est pas d'augmenter, mais au contraire de réduire sensiblement les profits du Crédit Foncier. Je vous demande pardon...

MARCEAU PIVERT. — Mais je m'en félicite, nous sommes là pour essayer de faire la lumière, et si certaines de nos critiques sont injustes, nous serons les premiers à les rectifier. Il reste tout de même, dans ce domaine, qu'après avoir découronné, en somme, le caractère privé de la Banque de France, on va s'adresser au Crédit Foncier qui est une autre organisation privée.

LÉON BLUM. — Je vous explique comment ça s'est passé, le

mécanisme de l'ensemble de l'opération. On ne peut pas isoler les deux parties de l'opération.

MARCEAU PIVERT. — Bien. Sur le point particulier, d'accord, mais le caractère général de notre critique semble tout de même demeurer, car si je ne me trompe, la conséquence de cette recherche du compromis, c'est qu'en refusant de sortir des techniques de financement capitaliste, aujourd'hui, on est amené à réduire la cadence des travaux; au lieu de 5 milliards de paiements en 1937, comme le prévoyait le budget, on réduit déjà à 4 milliards. En outre, les avertissements extrêmement impératifs du Sénat nous laissent craindre que cette politique de déflation ne finisse par triompher; nous sommes très inquiets à ce sujet. Et je voudrais espérer que notre camarade Blum nous donnera le maximum d'apaisements, dans ce domaine comme dans les autres.

D'ailleurs, Vincent Auriol lui-même soulignait devant le Sénat, lors de la séance du 9 février, les méthodes classiques de l'adversaire :

*« On invoque le « climat ». Je viens de m'expliquer franchement. On a bien voulu reconnaître que nous n'avions en vue que le bien public, l'intérêt national. Mais croyez-vous, messieurs, que c'est un climat favorable lorsque — je ne veux pas connaître les mobiles, haine politique ou profit — lorsque, tel vendredi, de Paris la rumeur court jusqu'à Londres que dans le week-end le Gouvernement prépare une nouvelle dévaluation, lorsque, quelques jours après, le mercredi, on fait circuler dans les milieux de bourse ou de banque le bruit que l'on prépare le contrôle des changes; lorsque quelques jours plus tard, on annonce qu'on n'a pas payé le prêt aux soldats ou la solde des instituteurs et qu'encore recommence la campagne de la dévaluation inévitable, croyez-vous que ce soit un climat propice à l'appel au crédit et même au salut financier du pays? »*

Alors, Camille Reboul ajoute : « Le poteau pour ces gens-là ! »

Mais oui ! précisément ! Qu'on vérifie l'origine de ces fausses nouvelles dictées par des manœuvres spéculatives ! Que l'on frappe durement ! Cela aura un retentissement prodigieux sur les masses si l'on est prêt à exécuter tous ces forbans qui exploitent nos difficultés. Elles auront le sentiment qu'on gouverne avec autorité.

Il faudra bien choisir; notre politique n'est ni purement libérale, ni franchement socialisante. Nous sommes évidemment favorables à la seconde. Mais à ce propos, nous refusons de confondre l'autarchie économique, avec le système de contrôle des changes et de monopole du commerce extérieur que nous préconisons. Je pense que la monnaie est une chose, les échanges économiques sont une autre chose et qu'on n'est pas obligé de se placer dans l'autarchie économique, comme les régimes fascistes, si l'on fait une politique de contrôle des changes et du commerce extérieur. Je crois qu'on

n'évitera pas le contrôle des changes, l'interdiction d'exporter des capitaux en dehors des nécessités résultant des transactions commerciales, les banques autorisées étant rendues responsables de leurs opérations devant une Centrale des devises. L'inspection par des spécialistes du change et le contrôle douanier permettraient de déceler les capitaux provenant d'exportations, maintenus à l'étranger et de les rapatrier dans un délai à fixer.

Combien de pillages scandaleux pourraient être mis en évidence ! Sans doute cela nous conduit à un contrôle très rigoureux ; mais au moment où l'on est en train de préparer une mobilisation générale, au moment où on trouve tout à fait normal le conseil de révision de tous les citoyens, avant la mobilisation et la guerre, je pense que le Front populaire pourrait imposer le conseil de révision de tous les capitaux, le contrôle de toutes les opérations de change, seuls moyens d'éviter cette fuite désespérée, cette hémorragie épuisante qui nous conduisent à l'abîme.

Camarades, je suis obligé de passer très rapidement sur d'autres aspects du même problème qui ne sont pourtant pas secondaires. J'ai là par exemple un rapport de notre Amicale Socialiste de la Banque de France qui montre bien qu'en dépit de la bonne volonté de M. Labeyrie, le haut personnel auprès de qui il prend conseil est toujours réactionnaire et fasciste, par exemple : le secrétaire général, le caissier principal, le contrôleur général, le chef de la succursale des Comptes directs (gendre de Peugeot). On comprend alors que les 10 milliards du fonds d'égalisation soient mis à une rude épreuve avec de tels conseillers. Dans l'intérêt d'une politique financière audacieuse comme dans celui de toute la politique générale, il serait temps de faire passer le souffle républicain dans la haute administration. Je ne parle même pas du nouveau Conseil de gérance où l'on n'a pas su empêcher M. Lemaigre-Dubreuil de bafouer le Front populaire. Le temps presse.

### COMBATTRE OU CAPITULER ?

Abordons le domaine économique proprement dit. Impossible de dissimuler une inquiétude croissante qui se manifeste partout maintenant, même dans le *Populaire*, même dans des Fédérations qui sont tout à fait d'accord avec la politique du Gouvernement, et qui sont obligées de se rendre compte que les prix haussent. L'indice était en février 1936, 454 — je parle de l'indice pondéré 34, articles de ménage — septembre 1936, 494 ; décembre 1936, 550 ; janvier 1937, 567. Cette hausse des prix de détail va écraser un peu plus les petits commerçants placés devant cette dure nécessité de vendre à des prix parfois inférieurs aux nouveaux prix d'achat de leur réapprovisionnement.

Nous entrons dans cette période où la classe moyenne, le petit commerce, les petites industries vont être de plus en plus serrées dans l'étau entre le grand capitalisme et le prolétariat. Alors, nous

devons craindre leur démoralisation. Il ne suffit pas d'enregistrer purement et simplement le phénomène de la hausse des prix. Des mesures énergiques devront être prises. Si on nous avait écouté, il y a trois mois, elles seraient dès maintenant effectuées et on ne serait pas débordé par les faits.

Nous regrettons profondément qu'on ait laissé jouer la mécanique capitaliste qui devait amener cette hausse sans avoir pris aucune précaution sérieuse alors qu'on devait la prévoir. On pouvait aussi prévoir ce que la spéculation ajouterait au jeu licite ; il suffirait de suivre les télégrammes qu'envoient des grands spéculateurs pour savoir d'où ça vient, quels sont ceux qui refusent les commandes, quels sont ceux qui majorent d'une manière abusive et formidable leurs matières premières. Tout cela est facile, et des sanctions rigoureuses, n'y en aurait-il que quelques-unes condamnant lourdement les affameurs du peuple, auraient une résonance profonde dans les masses populaires du pays.

Mais, camarades, là encore il faut s'engager dans une politique de combat, contre le grand capitalisme. Or, dans ce domaine, notre camarade Spinasse va très loin avec ses projets d'ententes industrielles. Je veux dire tout de suite que ceux-ci nous inquiètent profondément, car nous savons d'où ils viennent. Nous connaissons ces organisations à caractère scientifique, mais à origine capitaliste, qui réunissent les polytechniciens et les grands chefs d'entreprises (1). Nous suivons leurs travaux en vue de normaliser et de rationaliser la production pour, disent-ils, abaisser le prix de revient. Nous disons, nous : On n'abaisse pas le prix de revient sans toucher au profit.

Ce n'est pas la réduction du loyer de l'argent qu'il faut rechercher, car c'est là un élément secondaire du prix de revient. Pour réduire réellement celui-ci sans toucher au salaire, il faut s'attaquer à la fraude fiscale mise en évidence par la comptabilité-valeur, et aux postes matières premières, forces motrices, assurances ; ce qui nous ramène à la lutte contre les trusts. Au lieu de cela, la politique économique du C.N.O.F. ne peut avoir comme résultat que de donner

(1) Le Comité national de l'organisation française (C.N.O.F.) est le lieu géométrique de MM. Mariage (S.T.C.R.P.), Dautry (directeur du réseau de l'Etat, conseiller de Laval), Jean Milhaud (C.G. du Patronat français), Laguionie (du Printemps). Son école est placée sous le patronage des Facultés catholiques (Mgr Lesne) des industriels du Nord, des établissements Kuhlmann... etc.

Extrait du Bulletin du 16 décembre 1936, page 26 :

« M. Jean Coutrot est félicité pour sa nomination de Président du Bureau technique permanent du Centre d'organisation scientifique du travail, auprès du ministère de l'Economie nationale. M. Coutrot a été nommé à cette fonction de haute responsabilité en qualité d'administrateur du C.N.O.F. »

aux grands capitalistes et aux grandes entreprises le moyen de se tirer d'affaire en absorbant et en sacrifiant toutes les petites entreprises.

Ce que je dis concerne la grosse industrie, mais il ne faudrait pas généraliser le raisonnement au domaine de la production agricole, dont la base économique est très différente. Ici, je rends hommage à notre camarade Monnet, qui cherche à organiser les petits producteurs beaucoup plus dispersés et à donner aux ententes un caractère social très précis par le développement du mouvement coopératif. Mais pour l'industrie, camarades, nous n'accepterions d'examiner la nouvelle organisation qu'à deux conditions : la première, c'est que le secteur abrité de l'industrie lourde qui, dès maintenant, est prêt pour les nationalisations, soit effectivement repris aux capitalistes et géré de manière tripartite suivant le programme de la C.G.T. Et il faudra bien y venir ! Et la deuxième, c'est le contrôle ouvrier sur la base même de l'entreprise ; à condition qu'on nous accorde ces deux garanties nous sommes prêts à examiner le projet des ententes. Si on ne le fait pas, on aura livré à des cadres actuellement formés par une école spéciale, au service du grand capitalisme, toute l'économie de ce pays et cela sous l'étiquette « Front Populaire ». Ce sera le renflouement du grand capitalisme au détriment des petits industriels, des petits commerçants et de l'ensemble du prolétariat.

### LES CROIX DE FEU AGISSENT...

Cette question des cadres se retrouve dans tous les domaines. Elle est perçue avec une acuité particulière par nos camarades des usines et je voudrais avoir plus de temps pour vous apporter ici quelques témoignages. Les ouvriers se rendent compte que la lutte s'exaspère. Ils sont très éloignés de cette notion de « paix sociale » qu'on veut leur imposer au moment où le capitalisme en a besoin ; cela gronde d'autant plus dans les entreprises que le capitalisme n'est pas disposé lui, à céder. Dans certains cas, les cadres fascistes sont même renforcés. Par exemple dans l'organisation de la défense passive. J'ai là une liste de fascistes placés aux postes de direction. Et la défense passive ne nous inquiète pas seulement à cause de la préparation de la guerre qu'elle signifie, mais aussi à cause des mesures de fascisation qu'elle implique. Ces messieurs sont placés partout, et les lois qu'on prépare, et les décrets d'exécution sont extrêmement menaçants pour les libertés populaires.

Mais pour revenir aux usines, voici un exemple que je connais bien : c'est celui de Sautter-Harley. On a réquisitionné. Parfait. Mais on a tout simplement pris comme ingénieur en chef un parent de l'ancien directeur, on l'a remplacé ensuite, mais les autres ingénieurs ont continué à licencier arbitrairement et l'autorisation a été donnée par la Marine de congédier sans avis préalable. Dans cer-

taines équipes on a renvoyé tous les syndiqués, et on a réintroduit des membres du P.S.F. On a créé ainsi une situation plus tendue que jamais dans l'usine.

Voici maintenant comment on conçoit les nationalisations à la Société Nationale de Constructions aéronautiques de l'Ouest à Nantes. Je ne sais pas si nos camarades de la Loire-Inférieure ont pu s'en rendre compte, mais j'ai là des précisions extrêmement sûres qui montrent que toute l'usine nationalisée est entre les mains des Croix de Feu. Le directeur général de l'usine, M. Jean de Broex, est un Croix de Feu très actif, ignorant tout des questions techniques. Son secrétaire général, Robert Mettetal, est affilié au P.S.F. L'adjoint au secrétaire général, Antoine Bréguet, fils de Louis Bréguet, est chef de centaine aux Volontaires nationaux et affilié au P.S.F. Tout le recrutement des cadres se fait après avoir éprouvé les candidats, tous adhérents du Parti Social Français à Paris. On n'envoie que des militants. Les rares antifascistes sont sous la surveillance d'une véritable organisation policière qui fait surveiller les réunions socialistes et de la libre-pensée de manière que tout ouvrier ou technicien qui est surpris à fréquenter ces milieux est radié. Le chef du service des fiches est un général en retraite, ancien colonel du 355<sup>e</sup> Régiment d'artillerie, M. Brun. Ainsi, dans une usine nationalisée, la fascisation s'accroît et le recrutement des ouvriers croix de feu a permis la création d'un syndicat jaune.

Il y a d'autres exemples (1), camarades, nombreux et très inquiétants. Je regrette de ne pouvoir les développer, mais je veux conclure sur quelques chiffres concernant un autre aspect des « nationalisations » : celles-ci ne sont pas tellement détestables pour les grands capitalistes que l'on a voulu découronner, puisque depuis juillet, les actions Hotchkiss ont augmenté de 50 % et Gnome et Rhône de 100 %. Par conséquent, le système de nationalisation que l'on a prévu donne tous apaisements aux coffre-forts capitalistes, sinon aux coffre-forts de l'Etat du Front populaire.

Je voudrais maintenant donner quelques précisions sur la situation dans les colonies. Nos camarades du Maroc, en particulier, ont tenu absolument à une intervention sur ce point.

Je connais les efforts déployés par notre camarade Moutet et, pour l'Afrique du Nord par le citoyen Vienot. Mais je sais aussi toutes les trahisons dont l'organisation coloniale les rend victimes. Nous sommes loin d'avoir appliqué dans ce domaine les décisions prises au Congrès de Huyghens : « Octroi des libertés démocratiques de la métropole, liberté individuelle, liberté de conscience,

(1) Autre exemple : La Société Loire-Nieuport, dont les chefs de services sont un vétérinaire croix de feu, Mignot, sans compétence particulière et au traitement fabuleux de plus de 200.000 fr., et un camelot du Roy, Servel.

liberté de réunion, d'association, de circulation, liberté de la presse, législation sociale de la Métropole.

Pourtant cette première étape devait être entreprise immédiatement et parcourue dans le plus court délai. Et Magdeleine Paz soulignait en ces termes l'accueil fait à l'appel que nous avions adressé aux peuples coloniaux :

« Une frénésie ardente des gens qui ont trop attendu et ne peuvent plus attendre. » Ce programme, purement démocratique, que nous avons ainsi annoncé, comment s'est-il traduit ? Eh bien ! La Commission d'enquête prévue par le programme du Front populaire n'est pas encore partie. Les libertés démocratiques, on en accorde sans doute, mais au compte-goutte. En Tunisie, en Algérie, le projet qu'on appelle Blum-Violette, est une promesse excellente pour détacher le peuple musulman des influences fascistes qui se sont développées en Algérie. Mais ce n'est encore qu'une promesse. Quant au Maroc, le général Noguès déclare : « Les manifestations normales de la vie démocratique pourraient constituer un exemple néfaste. » En Indochine, le gouverneur Brévic dit également : « Il y a des aspirations justes, légitimes, mais irréalisables dans les circonstances actuelles. » Enfin, la majorité du Front populaire à la Chambre a voté un amendement à la loi sur la presse aggravant le régime de la presse aux colonies. Je n'insiste pas sur la déplorable dissolution de l'Etoile Nord-Africaine qui, au défilé du 14 juillet, nous avait impressionné par les masses profondes de musulmans qu'elle avait rassemblées derrière le Front populaire. Ce seul souvenir aurait dû lui donner droit à plus de ménagement.

DUBOIS. — Ce n'est pas vrai, Pivert !...

LE PRÉSIDENT. — Pas d'incident, il a terminé !

MARCEAU PIVERT. — Je répète que l'Etoile Nord-Africaine a participé au défilé du 14 juillet, à Paris, et je regrette qu'on se soit cru obligé de prendre une mesure contre elle, alors qu'il y a encore des ligues fascistes qui font des rassemblements. Le jour même de la grande manifestation du Front populaire de Lyon, 15.000 Croix de Feu se rassemblaient à Poitiers et contrôlaient la région.

UN ASSISTANT. — Il n'y a eu aucune protestation au sein du Comité de Front populaire de la Région Parisienne !

MARCEAU PIVERT. — Et puis après ? C'est bien ce que je déplore.

LE PRÉSIDENT. — N'interrompez pas !

MARCEAU PIVERT. — Au Maroc, en novembre, près de 1.000 arrestations, 200 condamnations allant jusqu'à trois ans de prison. En Indochine, en octobre, deux conseillers municipaux ouvriers sont arrêtés et font la grève de la faim; 20.000 manifestants pacifiques sont chargés par la police en janvier. Ces répressions sont le fait de fonctionnaires fascistes. Mais qu'attendez-vous pour les révoquer ? Vous avez tous les jours des occasions pour épurer ! C'est cela que nous ne pouvons pas comprendre, camarades. On nous dit : « Comment concilier l'épuration avec le droit syndical, les garan-

ties qui sont dûes aux fonctionnaires ? » Mais tous les jours des fonctionnaires fascistes trahissent leurs devoirs professionnels, n'appliquent ni dans la lettre ni dans l'esprit les ordres qu'ils reçoivent. Exécutez ce fonctionnaires ! Si c'était le contraire, on le ferait bien avec nous; au lieu de cela, votre faiblesse démoralise nos amis et donne de l'autorité aux fascistes pour continuer à faire de la mauvaise besogne.

De partout les mêmes témoignages nous parviennent, des Antilles, de la Réunion, de Madagascar — Madagascar reconstituait récemment une Fédération du Parti. Or, à la sortie d'une réunion, on dresse procès-verbal aux camarades qui viennent de former une section socialiste... Cela est vraiment intolérable et c'est le président de la Ligue des Droits de l'Homme, c'est le secrétaire du Front populaire qui nous écrivent que « la consternation et le désespoir s'emparent de tous les militants de gauche ».

### POUR LE SOCIALISME

En pleine conscience du danger, nous apportons ces critiques et marquons une fois encore notre préférence pour une ligne politique offensive dans tous les domaines. Nous avons été profondément blessés que le Secrétaire et la majorité de la C.A.P. nous aient dénoncés, à cause de cela, comme des camarades manquant non seulement de fraternité, mais encore « capables de poignarder dans le dos nos camarades du gouvernement ». Quand une telle phrase est reproduite, comme elle l'a été devant des milliers de sections de province qui ne nous connaissent pas, je dis qu'on est injuste et qu'on gêne considérablement le travail de collaboration cordiale nécessaire à la vie intérieure du Parti.

Mais nous ne voulons pas nous laisser aller à nos réflexes, nous nous maîtrisons, nous ne portons notre effort que dans le cadre de nos droits; nous sommes des militants loyaux. Nous ne voulons rien faire qui fasse du mal à notre Parti ni au gouvernement.

Demain, nous ferons comme toujours, ce que le Parti aura décidé. Mais il y a une chose que l'on ne pourra pas nous empêcher de faire, c'est de dire au Parti ce que nous croyons, profondément, être la vérité. Cela, camarades, c'est impossible, ce serait nous arracher notre qualité de socialistes. Car, au fond, notre qualité de socialistes, ce qui nous fait vraiment plus attachés que jamais à notre Parti, et ce qui fait sa suprême garantie, c'est la possibilité de dire librement et complètement tout ce que nous pensons. Qu'il y ait des modalités à trouver pour consulter vraiment les militants, c'est incontestable. Il faut les trouver, soit par le moyen de « la Vie du Parti » qu'on envoie à tous les adhérents, soit par une revue, nous serons à votre disposition pour y participer. Mais nous n'acceptons pas que l'on prive le parti, que l'on nous prive nous-mêmes de ce que nous considérons comme l'arme révolutionnaire par excel-

lence : la critique, la critique objective; camarades, je vous prie de le croire, lorsque nous apportons ici ces observations, il ne s'agit pas pour nous de nous laisser aller aux déviations ou déformations du parlementarisme bourgeois. Qu'on ne nous fasse pas dire, ou que nous marquons notre défiance ou que nous apportons notre confiance au gouvernement ou au Parti. Nous croyons que la véritable démocratie exige de nous, qui avons été consultés sur la politique du Parti et du Gouvernement que nous venions dire : « *Voilà ce que nous pensons, voilà ce qui ne va pas, voilà comment nous voudrions que ça aille.* » Voilà le mandat que nous donnons à nos délégués. C'est là très exactement l'expression de notre droit démocratique. C'est par ce moyen, par cette libre détermination des masses et du Parti lui-même, que nous sortirons des difficultés qui vont s'accumuler; aussi bien lorsque nous condamnons formellement la politique de paix sociale et d'union sacrée que nos camarades délégués au Parlement et au Gouvernement se sont laissé imposer, nous savons à l'avance que cela ne comporte pas entre nous de divorce définitif, car en face de nous, il y en a qui ne la veulent pas, la paix sociale, en face de nous il y en a qui la refusent, l'union sacrée, et le jour viendra où il nous faudra plus que jamais, dans l'action, nous retrouver tous coude à coude et décidés au combat. Camarades, nous y serons au poste que le Parti nous confiera et avec la volonté résolue d'ouvrir la voie de la révolution socialiste, de cette révolution qui se fera dans notre pays, on peut dès maintenant l'affirmer, au cri éclatant et lourd d'espoir de : « Liberté ! ».

(Applaudissements.)

.....

## Nouvelle circulaire et C. N. extraordinaire

LA DISCIPLINE DANS LE PARTI

Des camarades responsables des Fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise et le Comité National Mixte des Jeunesses Socialistes ont apporté au Secrétariat à diverses reprises, et ces temps derniers de façon pressante, des protestations réitérées contre l'activité d'un groupe de tendance, la Gauche Révolutionnaire. Ils demandent au Parti d'intervenir en vue de mettre un terme à des actes de *propagande publique*, qu'ils estiment de nature à nuire au recrutement et à l'autorité du Parti, en même temps que contraires aux décisions des Congrès et au respect de la discipline, décisions et discipline exigibles pour tous et par là même sauvegarde de tous.

Nous rappelons que sans attendre ces protestations, le Secrétariat avait envoyé, aux Secrétaires Fédéraux, dès le 19 janvier, la circulaire n° 273 que nous joignons au dossier (document A).

Cette circulaire reçut successivement l'approbation de la C.A.P. (22 voix pour, 2 voix contre, 1 abstention) et du Conseil National du 14 février.

Le groupe et les camarades que visait cette circulaire ont-ils tenu compte de cette mise en garde et de cet avertissement ?

Le Conseil National du 18 avril est saisi de la question et devra se prononcer.

Sur quoi donc, sur quels faits nouveaux se fondent les camarades et les Fédérations protestataires ?

Dans le courant du mois de mars, l'affiche ci-jointe (document B), était apposée sur les murs de certains quartiers de Paris.

Dès qu'il en eut connaissance, le Secrétariat de la Fédération de la Seine fit parvenir à toutes ses Sections, par pneumatique, une énergique protestation. Nous en reproduisons le texte plus loin (document C).

De qui émanait cette affiche ? Incontestablement de la Gauche Révolutionnaire, ainsi qu'en témoigne la communication suivante insérée dans *Le Populaire* du 20 mars 1937.

« GAUCHE REVOLUTIONNAIRE S. F. I. O. — Comité directeur à 17 h. 30, 6, rue des Archives. Les correspondants sont priés de venir prendre l'affiche. »



Questionné à la réunion de la C.A.P. du 24 mars, le camarade Marceau Pivert déclara accepter la pleine responsabilité de cette affiche.

Par ailleurs, le Secrétariat du Comité National Mixte des Jeunes du Parti Socialiste nous adressa une double protestation; la première concernant la Fédération du Lot (document D); la seconde visant la parution à Paris d'un numéro spécial de *La Jeune Garde* (Organe des Jeunesses Socialistes de la Seine (S.F.I.O.)).

Voici ce qu'on trouve notamment dans ce numéro.  
D'abord ces manchettes :

8 MILLIARDS POUR L'EMPRUNT  
5 MORTS A CLICHY

« *L'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers.*

« *Nous avons lutté avec nos poings contre des matraques, avec des pierres contre des revolvers : rétablissons l'équilibre.* »

Et voici quelques citations prises dans le corps des articles :

« ...Les soldats doivent former leurs comités de lutte et de défense, instrument essentiel pour un travail antimilitariste. Il faut beaucoup de courage aux soldats pour mener souterrainement cette action... »

« Sous un Gouvernement de Front Populaire, avec un ministre de l'Intérieur Socialiste, des militants ouvriers sont assassinés par l'appareil policier de l'Etat... »

« ...Ainsi le sang de nos camarades va servir à affermir une politique qui, loin de nous rapprocher du socialisme, recherche la confiance des possédants, la « paix sociale », l'aide des banques, l'approbation des trusts et des deux cents familles. »

Nous ne commentons pas, nous nous contentons de placer ces textes et documents sous les yeux des militants responsables du Parti.

Le Secrétaire général :  
Paul FAURE.

.....

# Les " crimes " de la Gauche Révolutionnaire

DISCOURS PRONONCE PAR MARCEAU PIVERT  
AU CONSEIL NATIONAL EXTRAORDINAIRE  
DU 18 AVRIL 1937 A PUTEAUX  
(d'après les notes de séance)

Camarades,

Je ne vous demande qu'une seule chose, avant de commencer mon exposé, c'est de croire à son absolue sincérité.

J'aborde cette tribune sans émotion et la conscience tranquille quant aux accusations dont mes amis et moi nous sommes l'objet.

Mais mon inquiétude est certaine en ce qui concerne le Parti. Une réunion brusquée du C. N. pour des questions dites de « discipline » à vingt-six jours des assises du Congrès National, prend un sens qui ne nous échappe pas. C'est pourquoi, dans les explications que je vous dois, camarades, je m'efforcerai de conserver toujours présente à l'esprit la nécessité de l'intégrité du Parti, tel qu'il a été forgé, avec sa structure et ses caractères propres, par nos devanciers et par nos propres efforts.

On devait en terminer très vite avec le programme du Rassemblement populaire. Vous n'avez pas perdu le souvenir de ce que Paul Faure écrivait en août : « Nous aurons réalisé le programme avant la fin de l'année. »

Il avait dit aussi en juin : « *S'il y a des obstacles sur notre route, nous les dénoncerons devant le pays..* » (1).

Or, les obstacles se sont dressés : l'obstacle militariste de l'Etat-Major; l'obstacle financier de la haute banque; l'obstacle clérical aussi..

Où avons-nous entendu la dénonciation ?

Silence général..

Ah ! si, j'oubliais ! C'est une tendance du Parti, ce sont les camarades qui n'ont eu que le tort de jeter le cri d'alarme, que l'on dénonce violemment comme des « criminels », des « traîtres » et des « factieux ».

Ainsi la question est nettement posée : si nous sommes vrai-

(1) « L'opinion se tourne vers nous, et je crois que pour l'application du programme du Rassemblement populaire, il n'y aura au dehors du Parlement aucune résistance dans l'opinion qui est favorable à l'expérience qui va commencer. Et nous l'espérons aussi, nous ne trouverons pas de résistance au sein du Parlement. En tout cas, s'il y avait des résistances, d'où qu'elles viennent, nous irions dans le pays. Le socialisme ne se liera à rien ni à personne... » (Paul Faure) .

ment coupables comme on l'affirme, si nous constituons vraiment un péril grave pour le Parti, il ne faudra pas hésiter à nous frapper. Mieux, il faudra demander au Congrès, qui donnera une forme plus solennelle à la sanction, après un rapport motivé, de nous exclure du Parti.

Mais auparavant, camarades, il faut nous entendre; il faut que vous nous assuriez toutes les garanties qu'on doit à des membres du Parti. Quand vous serez informés, il faudra que vous retourniez devant les militants pour être mandatés. La force d'une majorité ne suffit pas! L'autorité du Secrétariat du Parti ne suffit pas. Le prestige du gouvernement ne suffit pas. Il faut que la *justice socialiste* soit satisfaite.

Lorsqu'il s'est agi des indisciplines d'une fraction parlementaire se dressant contre la volonté du Parti, on a pris d'innombrables précautions. Cependant ils étaient, eux, indisciplinés à l'égard des décisions *REGULIERES du Parti*, ce qui n'est pas le cas en ce qui nous concerne. Ils avaient voté les crédits militaires en mai et cependant, en juillet 1933, vous vous dressiez tous pour les protéger. Et en novembre encore, alors que leur volonté de scission était patente, Paul Faure leur tendait des mains fraternelles.

Malgré l'humiliation que comporte pour nous cette comparaison, nous constatons que nous sommes traités beaucoup plus cruellement alors que nous sommes restés fidèles, nous, aux engagements pris devant le Parti et à ses principes constitutifs.

Car nous affirmons n'avoir pas violé la discipline du Parti. Quant à la discipline à observer à l'égard du Gouvernement, c'est évidemment sur ce point que la discussion doit porter.

### LE DOSSIER DE L'ACCUSATION

Si quelque chose m'a vraiment surpris dans cette séance, c'est d'avoir vu monter à la tribune un délégué qui me paraît être parmi les moins qualifiés pour dresser un tel réquisitoire contre nous. Je revois Francis Desphilippon, il y a quelques années, à la suite d'une réunion de propagande que j'avais faite à la 19<sup>e</sup> section. Il était alors associé aux milieux communistes, à la revue *Monde*, et je me souviens de l'insistance que je mettais à le convaincre de la nécessité d'adhérer à notre Parti. Que ce soit lui qui ait fait l'effort maximum, aujourd'hui, pour obtenir qu'on m'en fasse sortir me paraît tout de même manquer d'élégance.

Je le revois ensuite donnant des articles à la publication trotskyste *La Vérité*, et lié continuellement et défendant des motions avec les trotskystes (dont Molinier)... Que ce soit lui qui soit venu établir ici frauduleusement l'existence d'un vaste complot « trotskyste » contre le Parti, cela me paraît assez indécent.

Enfin, je l'entends encore, il y a quelques jours, au Conseil fédéral de la Seine, qui devait, par 7.500 mandats sur 11.000 s'op-

poser à toute exclusion (la minorité n'osant même pas proposer des exclusions) me demander de faire une motion unanime pour s'opposer ici à toute exclusion. Ces attitudes jugent un homme et une thèse. Nous demanderons à la fédération de la Seine si c'est ainsi qu'elle avait compris le mandat de son délégué. Mais pour le moment, je me bornerai à reprendre une à une les accusations apportées à cette tribune contre la Gauche Révolutionnaire.

Qu'il se lève, le délégué d'une fédération dans laquelle mes amis ou moi nous avons porté préjudice au Parti par notre propagande extérieure Personnellement, j'invoque le témoignage des camarades de Nancy, Marpent (Nord), Blois, Keryado, Dijon, Orléans, Corbie, Bordeaux, Saint-Etienne, Firminy, Migennes, Roche-la-Molière, Longwy, Chartres... où je suis allé ces dernières semaines... (Plusieurs délégués témoignent qu'il en est bien ainsi.)

Nous avons porté nos critiques à l'extérieur? Dans le *Populaire* à la tribune libre, nous avons dit ce que nous pensions. On nous a blâmés, nous nous sommes inclinés. Dans la Vie intérieure du Parti, nous avons dit ce que nous pensions, on nous blâme encore. Est-ce que l'on voudrait nous empêcher de penser et de dire ce que nous croyons être la vérité à nos camarades du Parti?

Nous sommes loyaux à l'égard de notre Parti; nous faisons confiance à l'honnêteté politique et à l'indépendance de ses militants. Aucune preuve sérieuse n'a pu être apportée ici pour établir la réalité d'un « complot » contre l'unité du Parti. Rien, dans l'idéologie de la Gauche Révolutionnaire, qui est démocratique et fidèle aux aspirations des masses, ne permet de maintenir cette prétention.

### LE DOCUMENT COLLINET

On s'appuie sur une lettre de Collinet. Ce document-massue, émanant d'un camarade retenu en Espagne et qui écrit librement une lettre privée à quatre de ses amis sur la situation politique et les tâches de la Gauche Révolutionnaire n'a pu être utilisé qu'à la suite d'un méprisabie abus de confiance. Mais dès que certains de ses passages, arbitrairement tronqués ont commencé à circuler nous avons nous-mêmes demandé à la Fédération de la Seine sa publication intégrale et bien loin d'indigner les militants, il a été apprécié comme l'effort d'un camarade qui réfléchit à ses responsabilités et veut travailler dans le Parti.

Certes, il parle des « cellules socialistes » d'usine. Et cela prend un caractère mystérieux et assez en marge de la discipline formelle. Mais qu'est-ce que la discipline dans ce cas précis? Nous avons en effet, à la 15<sup>e</sup> section, en dehors de toute décision de Congrès, il y a plus de quatre années déjà, constitué des groupes de militants socialistes sur la base de l'entreprise. C'est sans doute là une des raisons du développement remarquable de notre section, la plus forte de Paris, passant de 270 adhérents à 1.600 et conservant pour le Parti et pour ses délégués au Gouvernement, les senti-

ments de loyauté et de solidarité dont peuvent témoigner Vincent Auriol, Jardillier, Blanco, Léo Lagrange, appelés dans nos réunions.

Indiscipline, la création de « Groupes socialistes d'usines » ? Allons donc... la formule correspondait si bien à une nécessité que la fédération depuis l'avènement du Front populaire et en dehors de toute décision de Congrès, a constitué à son tour, et avec un grand succès des Amicales d'Usine. Ce que nous trouvons dans la lettre Collinet, c'est la nécessité de faire circuler dans ces formations des mots d'ordre *socialistes*. Et nous n'éviterons pas la divergence fondamentale qui nous oppose, au fond : la politique du Gouvernement est une chose que nous devons expliquer et, s'il y a lieu, critiquer, *du point de vue de la politique socialiste qui en est distincte...*

Mais dans tout cela, rien ne permet d'affirmer, comme on l'a fait, que nous constituons une sorte de noyau de désagrégation dans le Parti. Je l'ai déjà dit, je le répète ici : Si j'avais le sentiment que l'un quelconque de mes camarades vienne à notre mouvement d'opinion avec l'intention de faire ce travail de noyautage, je serais le premier à le prier de ne pas rester avec nous.

#### LA 17<sup>e</sup> SECTION

Beaucoup de faits disparates sont d'ailleurs portés à cette tribune d'après les récits fantaisistes parus dans la *Lutte ouvrière*, organe trotskyste dont l'intention est trop évidente et devrait, à elle seule, permettre de récuser de tels témoignages.

C'est le cas, en particulier pour les « crimes » commis par la 17<sup>e</sup> section qui s'est rencontrée, en effet, avec des éléments prolétariens, ( mais qui a constaté très vite l'impossibilité d'un accord quelconque) pour certaines actions communes analogues à celles qui se pratiquent au Front populaire.

De même les paroles prononcées par nos camarades à un meeting relatif à la révolution espagnole tenu le 18 mars, et rapportées par *La Lutte ouvrière*, sont formellement démenties par les témoins sérieux.

J'ajoute que cette fameuse section « dominée par le trotskysme », ne compte pas plus de cinq anciens communistes sur 450 adhérents, et que pour la vente du *Populaire*, elle est actuellement au sixième rang des sections de la Seine.

#### L'AFFAIRE DU LOT

Il y a encore un autre crime dont s'est rendu coupable Collinet... Il est allé, lui, universitaire (agrégé de mathématiques) passer deux nuits dans le train pour faire de la propagande dans le Lot et comme il avait été régulièrement invité par les J.S. du Lot, il a assisté à leur Congrès. Je ne m'explique l'incident que par un manque de liaison entre les J. S. et la Fédération. Mais tout militant de bonne foi trouvera extraordinaire qu'on ait monté en

épingler un tel événement et qu'on l'ait considéré comme « absolument intolérable ». Je me bornerai à lire la lettre qui a été adressée à Paul Faure par le secrétaire fédéral des Jeunesses Socialistes du Lot, que je ne connais ni de près, ni de loin, et dont l'Entente a voté, à Creil, avec B. Chochoy et Lagorgette.

Le Secrétaire Fédéral à Paul Faure :

Aynac, le 17 avril 1937.

Mon cher Camarade,

*Je tiens à protester énergiquement contre le document D. paru sur le dernier B.I.S. pour sa non conformité avec les faits :*

*Le camarade Collinet a effectivement assisté au Congrès fédéral des J. S. du Lot, mais non dans l'intention d'y intervenir au nom de sa tendance. Ceci avait d'ailleurs été convenu avant l'ouverture du Congrès.*

*La présence de Collinet s'explique par le fait qu'il devait participer, le soir, à un meeting adulte organisé à Goudon.*

*J'affirme qu'en aucune façon Collinet n'a essayé d'influencer le vote de la Fédération, et qu'une telle délicatesse n'a pas été observée par Coll. Ce dernier a exercé une pression odieuse et indigne d'une organisation démocratique. Il a même soulevé la réprobation générale en intervenant dans une question fédérale pour faire désavouer un camarade non présent.*

*Je prends sur moi l'entière responsabilité de cette lettre et, en toute impartialité, j'insiste pour qu'elle soit jointe au dossier de Collinet, dans le cas où ce dernier serait convoqué devant une commission de discipline.*

*Avec toute ma confiance, je vous prie d'agréer, mon cher camarade, mes sentiments socialistes.*

Jean THAMIE

Tout cela n'est pas très sérieux, mais prouve une volonté systématique de charger le dossier de l'accusation sans doute un peu trop maigre.

#### CLICHY

J'arrive au grief le plus important : celui de l'action extérieure dont nous avons pris la responsabilité pleine et entière.

Ce sont les événements eux-mêmes qui ont fait éclater cette discordance entre nos militants, ceux qui nous font confiance, et la majorité du Parti. Pour comprendre l'extériorisation décidée par *plusieurs grosses sections parisiennes* au moyen d'une affiche et par la majorité de l'Entente des Jeunesses de la Seine, au moyen d'un numéro spécial de la *Jeune Garde*, il faut commencer par expliquer Clichy. Ces deux manifestations, sans relation matérielle directe, mais dont la parenté idéologique est évidente, ne se seraient pas produites s'il n'y avait pas eu Clichy. En juin 1936, la classe

ouvrière n'avait pas de contacts avec la police et il n'y a eu aucune divergence entre nous. En mars 1937, la police tire sur les ouvriers; si l'on veut juger sans parti pris, on doit tenir compte de ce fait initial et comprendre qu'il ne peut pas ne pas avoir de répercussion sur la vie du Parti.

Je voudrais donner aux délégués une idée de ce drame atroce, sur lequel nous voulons faire toute la lumière (1)..

Tous les militants du Front populaire étaient convoqués par toutes les organisations.

Voici, pour commencer, quelques passages du journal socialiste *Le Proletaire de Clichy* (la section de Clichy n'est pas sur les positions Gauche Révolutionnaire et son récit ne peut être suspect)

« *Malgré les ordres du ministre de l'Intérieur*, les forces de police se regroupent autour de la mairie, les élus se heurtent à l'incompréhension criminelle des chefs qui ne veulent pas céder le terrain.

« ...Dormoy est allé au devant des fusils donner des ordres. *Mais il ne sera pas obéi* et jusqu'à 1 h. du matin, malgré le ministre, malgré le Préfet de Police en personne, les officiers factieux pourront continuer à canarder cette foule admirable et exaspérée, qui résiste héroïquement, se sert de tous les projectiles possibles et dresse même une barricade à l'angle des rues Villeneuve et Dagoberth... »

Ce qu'attend avec impatience la classe ouvrière de la Région parisienne, ce que nous avons réclamé, c'est le nom et la révocation de ces chefs de la police qui n'obéissent pas à leur ministre.

Mais en même temps, la réaction et les radicaux sommaient le Gouvernement de ne pas toucher au service d'ordre et l'idée qui

(1) Au cours de son exposé, Marx Dormoy devait apporter une accusation monstrueuse contre la Gauche Révolutionnaire en disant : « Il y avait à Clichy 200 membres de la G. R., organisés en T.P.P.S. et participant à l'attaque du barrage de police. » On imagine quelle atmosphère cette affirmation peut créer. Avec le maximum de sang-froid j'affirme que cette accusation ne résulte que de rapports de police non contrôlés par les témoins ouvriers, par les organisations ouvrières; la preuve est facile à faire : Aucun appel particulier n'a été lancé par la Gauche Révolutionnaire.

Les T.P.P.S. constituent l'organisme de sécurité des deux fédérations, placés directement sous l'autorité des bureaux fédéraux, ils s'interdisent absolument toute discussion ou activité de tendance et la correction absolue de leur attitude a été reconnue dans un ordre du jour unanime de la Commission exécutive de la Seine voté le 5 avril.

Je n'ajouterai aucun commentaire, si Marx Dormoy a plus confiance dans ses policiers que dans ses camarades du Parti, nous aurons certainement d'autres occasions d'en discuter M. P.

a circulé dans tous les esprits exaspérés par ces événements, c'est qu'ils avaient une logique interne... oui, on a rapproché (et rien ne sert de fermer les yeux sur cette réalité) les mesures prises par le Gouvernement pour rétablir la confiance des possédants et les mesures de protection de la réunion des croix de feu. Oui, on a difficilement compris que le rassemblement populaire, la fédération de la Seine, la municipalité socialiste de Clichy, convoquent une contre-manifestation et que le ministre de l'Intérieur, socialiste, n'interdise pas la réunion fasciste. Mais surtout, imaginez la révolte et la douleur des compagnons de Solange Domangel, membre de notre 18<sup>e</sup> section, couchée sur le sol avec une balle dans le crâne. Imaginez l'atmosphère des sections parisiennes au lendemain de cette fusillade tragique. Et vous comprendrez comment j'ai été amené à considérer comme une obligation de fournir aux militants le moyen d'exprimer, avec le maximum de modération — je dis bien de modération — leurs véritables sentiments. Ce n'est pas mon rôle, direz-vous ? Comme secrétaire de section, responsable du développement du Parti sur le territoire de mon arrondissement, si (et c'était la même chose pour d'autres secrétaires de section) la fédération n'avait pas de position, car elle « regrettait » la décision du ministre de l'Intérieur. Et la C.A.P. ? Oui ! la C.A.P. ! Mais permettez-moi de dire que la C.A.P., où siègent précisément nos camarades ministres, était dans une situation trop délicate pour interpréter avec une véritable objectivité les sentiments réels de la classe ouvrière et même du Parti, et en tout cas des militants de la Région parisienne. J'ai donc rédigé cette affiche, en marquant notre volonté de ne plus capituler et d'entamer la lutte contre les trusts. Du point de vue socialiste, quel reproche peut-on faire à cette affiche ? (1).

Qu'il y ait eu des provocations au cours de cette soirée, c'est possible. N'y a-t-il pas eu un chef policier fasciste amenant les brigades de réserves des 20 arrondissements et leur disant : « Armez vos revolvers, vous aurez à vous en servir ! » puis lançant ses hommes dans la nuit, sans cadres, sans ordres précis, en pleine débâcle ? N'y a-t-il pas eu, au pied de la maison d'Auffray, un petit groupe de fascistes, protégés par le barrage de police et qui aurait effectivement tiré les quatre premiers coups de feu, d'où est né le drame, car la foule a pu croire que ces coups de feu venaient de la police ? Différents témoins me l'ont affirmé.

#### INTERPRETATION POLITIQUE

Mais cette provocation n'a été rendue possible que par suite d'une attitude politique contre laquelle je me suis élevé dès le len-

(1) Elle a été posée sur les murs du 15<sup>e</sup>.

Voici la réponse de ceux qui suivent, de l'extérieur, notre propagande socialiste : 40 adhésions au Parti à la réunion suivante.

demain soir à la C.A.P. Il ne fallait pas autoriser cette manifestation de croix de feu dans une cité ouvrière comme Clichy, dressée toute entière contre cette provocation. Si on l'a autorisée, n'est-ce pas parce qu'on a dû céder, sur d'autres terrains, à des adversaires ou même à des alliés peu sûrs ? Mais les masses, elles, ne sont pas disposées à céder; elles sentent quel est l'enjeu de la bataille antifasciste. Elles restent fidèles aux méthodes d'action directe qui ont déjà brisé la vague fasciste et sans lesquelles il n'y aurait pas eu de gouvernement de Front populaire.

C'est là que réside le véritable problème : il est essentiellement politique; il y aura lieu de l'examiner à fond devant le Congrès National. Mais on doit comprendre dès maintenant que toute discordance sérieuse entre l'attitude du gouvernement et les désirs, la combativité des masses prolétariennes a sa répercussion inévitable sur la vie du Parti. Notre « Gauche Révolutionnaire » exprime précisément la mesure de cette température des masses, qui commence à monter. Nous constituons pour le Parti une sorte de thermomètre : Vous pouvez sans doute briser le thermomètre. Est-ce que cela guérira la fièvre ?

Notre rôle de militants ne peut pas consister à fermer les yeux mais au contraire à étudier la nature des difficultés qui ont surgi entre nous de manière à conserver au Parti sa cohésion et sa force.

Indiscipline à l'égard du Gouvernement, oui, sans doute... Mais il n'est pas un Gouvernement socialiste et l'essentiel est de rester disciplinés à l'égard du Parti. Et c'est au Parti lui-même, et non à un Conseil National qu'il convient de poser la question.

Ce que nous combattons, je tiens à le préciser, ce ne sont pas des hommes, ce ne sont pas des camarades, placés à des postes de responsables, c'est une ligne politique fautive, qui n'est plus d'accord avec les principes adoptés au début de l'expérience, ni avec les conditions que nous avons mises à notre solidarité sans réserves. C'est ce que nous dirons au Congrès de Marseille

### PRECISIONS

Cette attitude appelle une protestation énergique contre certains procédés employés à notre égard. Nous prenons en charge les faits précis qui relèvent de notre tendance et même ceux qui peuvent être considérés comme accomplis sous notre influence, mais il y a manifestement dans le dossier apporté à cette tribune des textes qui ont été presque miraculeusement fournis aux accusateurs pour leur donner un élément de justification par exemple cet article d'un trotskyste connu comme tel, aujourd'hui retourné aux Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, croyez-moi, camarades, si nous avons eu, comme on l'a affirmé faussement, une organisation de la Gauche Révolutionnaire dans la Jeunesse, nous aurions guidé nos jeunes camarades de manière que certaines imprudences de lan-

langage ne puissent pas leur être attribuées. On comprendra mal, sans doute, ce que je précise, en ce moment, les uns diront : « Dégonflage ? », les autres : « Cynisme ? », mais je ne fais que dire la vérité toute simple : notre mouvement intérieur au Parti a des répercussions inévitables, et en dehors de notre propre initiative, dans la pensée et l'orientation de la classe ouvrière et donc des Jeunesses. Mais nous ne pouvons endosser qu'une responsabilité politique générale, qui correspond au courant d'opinion que nous exprimons. Par exemple, on a lu une circulaire des Jeunes exclus qui demandent à leurs camarades de rester unis et de n'aller ni aux anarchistes, ni aux trotskistes, ni aux communistes, mais d'entrevoir la formation d'un grand Parti révolutionnaire. Il est bien évident que les termes mêmes de cette circulaire, que j'ignorais il y a quelques heures traduisent un état d'esprit assez confus consécutif à la mesure brutale prise contre des jeunes gens qui avaient une conception élevée de nos organisations et qui s'en trouvent chassés. Les excès dans la répression bureaucratique déterminent des réactions en sens contraire. Mais où se trouvent les véritables responsabilités ? Malgré tout, je suis convaincu que les excellents militants dont on veut à tout prix se séparer devraient être traités avec un minimum d'équité et de compréhension socialistes. Au lieu de cela, on demande aux jeunes à qui on s'adresse pour reconstituer l'Entente un engagement de « refuser de participer à toutes discussions politiques ». Je lis textuellement pour vous montrer avec quel état d'esprit invraisemblable on aborde la jeunesse ouvrière.

### RESPONSABILITES

Dans la mesure où j'ai une conception diamétralement opposée de l'éducation, j'ai ici encore une responsabilité, que j'accepte, comme je l'ai écrit dans la préface de la brochure que vous avez sous les yeux. (Ici Roucayrol puis Château posent des questions à l'orateur).

Oui, j'ai fait une préface pour présenter des jeunes gens, exclus, qui ont été mes élèves jusqu'à 17 ans, et pour exposer comment je conçois l'éducation laïque. Et je n'ai pas lu leur brochure pour n'avoir à aucun moment la tentation de leur demander une modification de leur pensée. C'est à ce titre, comme document, qu'elle est intéressante. Au moment où ces jeunes sont frappés parce que indésirables, lisez donc comment ils comprennent leur devoir de classe, quelle idée ils se font du socialisme international et vous sentirez peut-être comme je le sens moi-même qu'un Parti se blesse lui-même et se diminue lorsqu'il se déclare incapable d'initier, de perfectionner, d'encadrer des jeunes gens incontestablement venus sur des positions révolutionnaires.

Mais si l'on recherche les responsabilités morales (que je ne veux pas esquiver) dans la formation de l'esprit des jeunes camarades que j'estime d'autant plus qu'ils disent fièrement ce qu'ils

pensent, ne pourrais-je, à mon tour, moi qui ne suis également qu'un élève un peu plus âgé, faire remonter à d'autres, qui ont été mes maîtres et mes modèles, l'origine de mes crimes ?

### DES PRECEDENTS

On a parlé de « la Vague ».

J'y viens maintenant. La simple lecture du document Collinet prouve que ce journal a été repris par des camarades pupistes, avant leur retour au Parti, et en accord avec Marcelle Capy, à qui le titre appartient. S'il s'agit de ma collaboration à ce journal pacifiste, internationaliste, anticlérical, je veux préciser immédiatement qu'on m'avait en effet demandé de faire partie d'un Comité politique qui le dirigeait au début. J'ai écrit à mes camarades pour leur expliquer les inconvénients de cette formule, car je ne pouvais ni politiquement, ni même matériellement, contrôler tout le contenu de chaque numéro. Mais j'ai conservé ma collaboration à la *Vague*. Vous avez là un exemple de ces collaborations de militants du Parti à la presse extérieure au Parti. Si c'est interdit, il faudra le dire à tout le monde, aux élus, aux ministres qui collaborent à la presse bourgeoise comme aux militants... et encore, pour la presse ouvrière (syndicats, Ligue des Droits de l'Homme, Vigilance), cela n'est pas près d'être réglé dans le sens de la restriction...

Mais revenons à mes « maîtres » Puisque la *Vague* est mise en cause, je veux rappeler un précédent que je considère quant à moi comme un titre de gloire de ceux de nos camarades qui ont commis cette « indiscipline » et notre camarade Vardelle, certainement, ne pourra pas contester cette appréciation...

C'est, en effet, de la Haute-Vienne, le 8 avril 1916, si je ne me trompe, que partait un appel annonçant pour le 1er mai le journal, revue hebdomadaire *Le Populaire*... Les collaborateurs étaient, avec Marcelle Capy, Paul Faure, Jean Longuet, Pressemane, Betoulle, Mayèras, Amédée Dunois...

Le *Populaire* paraissait à la suite de la formation d'une minorité dont voici la déclaration, en tête de la première colonne :

« Pourquoi cette revue ? Simplement pour dire en toute franchise et sans crainte tout ce que nous pensons. On nous connaît mal et d'aucuns voudraient discréditer notre action. La tâche leur était d'autant plus facile que nous n'avions aucun moyen de nous défendre. Les Congrès du Parti Socialiste où nous avons exposé nos vues sont restés secrets. Tout ce qui a pu filtrer au travers des portes closes a été abominablement travesti par nos ennemis. Certains de nos camarades mêmes ne nous ont pas compris. Il nous fallait donc une tribune libre : la voici ouverte.

« Ce que nous sommes ? Des socialistes fervents qui ne renoncent à aucun de leurs principes et qui, même dans les tragiques

événements qui ensanglantent l'Europe, trouvent chaque jour de nouvelles raisons de s'attacher à leur doctrine.

« Nous sommes plus que jamais unitaires et plus que jamais aussi, nous sommes internationalistes »

Combien nous sommes d'accord avec cette déclaration, et comme nous entendons lui rester fidèles ! Mais, camarades, permettez-moi de vous exprimer ma surprise de trouver la plupart de ses signataires parmi ceux qui nous accusent, aujourd'hui, de je ne sais quelle indiscipline ? Et quant à la *Vague*, n'a-t-elle pas l'ambition de reprendre, précisément, avant la guerre qui menace, le bon combat internationaliste des minoritaires ?

Sur ce point encore, c'est le Parti lui-même qui, se saisissant des problèmes politiques essentiels, doit fixer les règles de discipline pour tout le monde et nous nous y soumettrons.

On ne le fera pas sans apprécier le contenu de la politique du gouvernement et définir la politique du Parti.

### LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Ceux qui ont affirmé que la Gauche Révolutionnaire était un parti dans un parti, un bloc monolithique, une fraction, n'ont même pas pris la peine d'observer que sur une question importante comme l'aide à l'Espagne, nous avions eu des positions différentes. Certains de mes amis étaient d'accord, en principe, avec Zyromski, alors que les autres, dont j'étais approuvés, face au péril de guerre, l'attitude de Léon Blum.

Mais a-t-on le droit de dire l'inquiétude croissante qui se développe dans les masses populaires en face de certaines situations intolérables. Demandez aux camarades d'Alsace-Lorraine, à toutes les organisations laïques, sans exception, ce qu'elles pensent du néant des réalisations dans le domaine de la laïcité : on va arrêter, dans quelques jours, la liste des candidats aux Ecoles Normales : cette année encore, dans les trois départements de l'Est, les jeunes gens et les jeunes filles qui appartiennent à des familles laïques ne pourront être candidats : seuls pourront être instituteurs ceux qui subiront une épreuve de religion. N'est-ce pas révoltant ? Quelle doit être notre attitude sur ce point ? Pouvons-nous être solidaires, c'est-à-dire complices ? Tout le Front Populaire *unanime* devrait se dresser pour exiger un minimum de mesures de défense laïque élémentaires. Mais cela est-il encore possible après les services demandés au cardinal Verdier ? Est-ce manquer à la discipline socialiste que poser ces questions, même au dehors ?

Sur les questions financières, nous avons les mêmes doutes et les mêmes inquiétudes. Est-ce à dire que nous voulons accabler nos camarades délégués au gouvernement ? Au contraire, nous voudrions qu'ils nous aident à faire comprendre du point de vue socialiste où se trouvent les véritables responsabilités. Nous voudrions que le Parti, grâce à une politique autonome, se dégage

de la confusion actuelle, s'empare des mécontentements, des colères et les dirige contre l'ennemi capitaliste. S'il ne le fait pas, c'est d'abord contre le gouvernement, c'est ensuite contre le Parti que se tourneront les colères populaires.

Je ferais la même démonstration sur les questions militaires, qui sont effrayantes. Mais il ne faut pas essayer de nous faire admettre toutes ces positions, qui sont autant de défaites, comme des victoires pour le Parti !... Et si l'on interdit aux socialistes de donner leur avis, d'autres le donneront, eux, et grossiront leur popularité à nos dépens.

La voie de la « discipline » est d'ailleurs périlleuse à plus d'un titre. Je lis, par exemple, ces observations, sévères, mais justes, sur les insuffisances de l'action gouvernementale.

« Toutes les organisations du Rassemblement s'étaient mises d'accord pour républicaniser la haute administration. Toutes avaient applaudi aux paroles prononcées par Léon Blum à ce sujet. Or, l'effort accompli dans ce sens a été nettement insuffisant. Ce fut notre première déception, et, je crois, la cause principale de toutes les autres.

« Je pourrais vous donner maints exemples précis, choisis dans les ministères que je connais plus particulièrement : Colonies, Education Nationale, Marine, Affaires étrangères... Je vous dirai ceci : Que les hommes qui, en juin 1936, s'attendaient à être remplacés ont relevé la tête et se sentent à nouveau les maîtres, et que ce sont trop souvent les fonctionnaires républicains qu'on envoie sur des voies de garage ou qu'on retarde dans leur avancement sous les plus fallacieux prétextes. Ce sont eux qui, dans les administrations centrales, auprès des ministres, commencent à se sentir indépassables et en quasi disgrâce... »

« ...Il y a des réformes que nous ne pourrions plus attendre longtemps. La situation des vieux travailleurs devient tragique.

« ...En politique extérieure, je peux dire que l'exécution du programme n'est pas amorcée dans les faits.

« Si la politique extérieure du Front Populaire ne devait aboutir qu'à la construction de quelque nouvelle ligne Maginot, ce serait vraiment la plus amère des dérisions. »

Va-t-on contester à un militant socialiste le droit de s'exprimer ainsi publiquement ?

Va-t-on régler cette grave question en faisant fonctionner le couperet de la guillotine.

Attention ! camarades ! Le signataire de ces lignes est un de ceux qui ont peut-être le plus contribué à la formation du Front Populaire, donc du gouvernement : c'est le professeur Rivet, et cette déclaration se trouve dans un numéro, que j'ai reçu ce matin, du Bulletin du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes.

Est-ce à dire que nous méconnaissons la partie positive de l'œuvre du gouvernement ? J'ai dit et je répète que le plus impor-

tant poste du bilan en dehors des lois sociales, c'est que son existence a permis l'élévation du niveau de conscience des masses populaires, qui ont découvert leur véritable force et qui sauront s'en servir.

Mais que d'insuffisances inexplicables, je dirai même inexcusables. Dans les colonies, la trahison des cadres fascistes s'installe partout. En Indochine, on emprisonne un Annamite qui diffusait, dans sa langue la brochure de Léon Blum : « Pour être socialiste ». En Algérie, on a dissous l'Etoile Nord-Africaine. Au Maroc, on dissout le Parti d'Action Marocaine ; en Cochinchine, on interdit la formation de sections socialistes mixtes (qui devraient être formées en application d'une décision de la C. A. P.) ! Qui commande ?

### QUI COMMANDE ?

L'heure paraît être venue de rappeler dans quelles conditions nous avons toujours défini l'exercice du pouvoir dans nos Congrès et Conseils Nationaux. Ainsi, en 1929, lors des propositions Daladier, nous avons voté :

« Le Conseil National rappelle que le Parti est toujours prêt à assumer les responsabilités directes du pouvoir, soit tout seul, soit avec le soutien des groupes de gauche, soit en appelant dans le gouvernement qu'il constituerait et où il conserverait l'autorité et la majorité des représentants d'autres groupes, de façon à avoir toujours la certitude d'assurer dans l'action gouvernementale la prépondérance des solutions de décision, d'énergie, d'audace et de volonté qu'il croit seules susceptibles de sauvegarder l'avenir du pays et de sauver la démocratie menacée. »

Oui, c'est dans la voie du combat mené avec audace, en utilisant l'autorité dans la majorité que nos délégués au gouvernement doivent s'engager.

Ils ne le pourront que s'ils s'appuient sur un parti fort, qui a sa politique à lui et qui exige qu'on en tienne compte, pour résister aux pressions de classe qui s'accroissent.

### DANS LE PARTI

Est-ce le cas ?

Nous voyons, au contraire, s'aggraver des phénomènes de dégradation de la propagande socialiste et d'altération de la physiologie propre du Parti.

On affirme sans preuves, on condamne sans entendre, on monte la machine répressive sans prendre garde qu'elle risque de léser profondément le Parti lui-même.

On injurie des camarades, on les flétrit sans aucune justification. Et la figure du Parti en paraît assombrie aux yeux des masses ouvrières.

On abaisse la discussion idéologique à un niveau écœurant,

comme dans cette lettre de Bernard Chochoy faisant grief à un jeune chômeur qui lui a demandé du travail, d'avoir l'audace de penser autrement que la majorité...

On parle de discipline pour des militants révolutionnaires mais on n'a rien à dire quand un ministre socialiste prononce devant les représentants de l'ennemi de classe des paroles sans aucun rapport avec notre Charte constitutive ou nos décisions de Congrès. Je lis :

« *Croyez-vous donc, Messieurs, que je veuille casser les reins du régime capitaliste alors que je ne suis pas en état de le remplacer ?* Allons donc ! Je sais qu'il est parfaitement capable de fournir encore une longue course et je pense que c'est l'intérêt même des masses ouvrières de le voir s'adapter aux nécessités modernes, afin de profiter pour leur repos, pour leur culture et pour leur libération des progrès de la science, du magnifique effort fourni tout au long d'un siècle par les plus grands cerveaux de l'humanité qui ont transformé les procédés, bouleversé les méthodes de travail, agité l'industrie de révolutions incessantes »

Nous constatons seulement que notre Parti est formé, depuis 1904, pour « *la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste.* »

Mais nous ne traduisons pas, nous, notre camarade Spinasse devant une Haute Cour socialiste, car nous comprenons parfaitement que son langage correspond à une conception originale qu'il a du socialisme. Nouvelle preuve de la dégradation de la justice socialiste. Oui, c'est là ce qui constitue notre inquiétude dominante, bien plus que le sort particulier qui nous sera fait à la fin de cette assemblée. N'y a-t-il pas de quoi rougir de honte, en tant que militant socialiste, lorsqu'on lit l'incroyable document publié par le dernier « Bulletin d'Informations Socialistes », publié par le Secrétariat du Parti : C'est du plus pur bourrage de crâne. On célèbre en termes lyriques, les mesures financières prises par le gouvernement le 5 mars : « *Coup droit à la réaction : La Finance asservie... Quelle capitulation ! Sont levées toutes les barrières, brisés tous les obstacles à la libre circulation de l'or ; au lieu de fuir, l'or rentre ; chacun se précipite pour apporter le sien. Quel miracle... Le gouvernement du peuple a stérilisé l'or et réalisé son asservissement, tout à la fois.* »

« Le socialisme, qui anime et dirige le Rassemblement Populaire... vainqueur de la finance, poursuivra ses avantages, étendra ses victoires. »

Les vieux militants du Parti se rendront certainement compte du danger terrible que fait courir à celui-ci une telle confusion entre la politique du gouvernement et celle du Parti Socialiste !

Que le gouvernement fasse sa propagande, soit, et je sais par expérience qu'il est loin de faire tout ce qu'il pourrait à ce sujet.

Mais le Parti doit expliquer même les échecs du gouvernement

comme celui du 5 mars... Transformer cette défaite en victoire et en victoire socialiste, c'est tout simplement se moquer du monde. C'est aussi donner des armes meurtrières à l'ennemi : Nous verrons dans quelques mois si l'auteur de cet article « d'éducation socialiste » sera fier de son œuvre. Et nos camarades ministres sont assez sérieux pour imaginer le mal que pourra nous faire à ce moment cet article.

## NOTRE TENDANCE

Nous avons une autre conception de nos tâches et du socialisme, camarades, et l'avenir montrera de quel côté sont les serviteurs infidèles. Ceci m'amène à vous donner quelques précisions sur l'objet de toutes les préoccupations de ce Conseil National extraordinaire : la Gauche révolutionnaire. On me prendra peut-être pour un naïf, mais réserve faite d'une plus grande activité, je n'aperçois pas la différence d'organisation entre notre tendance et celle de la Bataille Socialiste, à laquelle j'ai longtemps appartenu avec Paul Faure et Séverac : Des réunions de militants, des conférences d'information, des adresses de camarades, des cartes d'adhésion, un bulletin périodique, des tracts, des motions pour les Congrès ; c'est avec ces moyens de propagande que j'ai travaillé près de dix années durant avec des camarades qui, aujourd'hui, semblent l'avoir oublié, et avec lesquels pourtant nous avons sauvé, oui, sauvé, l'existence même de notre Parti.

Si nous avons trop précisé ce genre d'activité, si l'organisation d'un « Comité Directeur » prête à équivoque plus qu'un « Comité des Cent », soit, il faudra que le Parti lui-même nous le dise, en fixant, par un règlement intérieur applicable à tous, ce qui est permis et ce qui ne l'est pas ; mais il ne peut pas être question (nous le permettrions pas, et le Parti non plus) de mettre en cause la possibilité pour une minorité d'exister dans le Parti, de défendre ses conceptions, de revendiquer sa part du travail commun. Loin de nuire au Parti, une conception élevée de ce que peut être une tendance pourrait au contraire améliorer la vie intérieure du Parti.

## UNE DEFINITION

J'ai sous les yeux, précisément, une excellente définition qui cadre exactement avec nos objectifs. Elle émane d'un camarade qui quittait la Bataille Socialiste à la veille du Congrès de 1931 et qui m'en expliquait les raisons :

« Je ne quitte pas seulement la B. S. Je m'en éloigne. J'ai été profondément déçu de ne pas trouver en elle un organisme de combat, discipliné, forçant des mots d'ordre clairs, nets, directs et aussi un cercle de culture révolutionnaire vérifiant sans cesse nos vieilles doctrines par l'étude des faits, étudiant un à un les programmes



*d'action du Parti ; de ne pas rencontrer un noyau sans cesse plus important et plus éclairé de camarades pourchassant impitoyablement l'équivoque là où elle se trouve. Et ce n'est pas à droite qu'elle se trouve, l'équivoque, c'est au centre, toujours au centre ! Comme le redressement du Parti ne doit pas être recherché dans une bataille systématique contre la droite, mais dans une réaction contre les faiblesses et les complaisances de la majorité. »*

Etant données les méthodes de lutte inaugurées dans le Parti contre nous, on ne trouvera pas extraordinaire, je pense, que je livre, maintenant, le nom de l'auteur de cette excellente définition du rôle que s'est assigné en fait la Gauche révolutionnaire. Elle est d'un braconnier devenu garde-chasse, qui s'appelle Louis Lagorgette...

Nous ne voulons pas faire autre chose que ce qu'il souhaitait à cette époque, et s'il se trouvait à mes côtés, des camarades cherchant à provoquer une scission, je m'en séparerais sans hésitation.

Mais il faut aussi qu'on cesse les déformations systématiques des faits.

Ainsi, vous, camarade Lebas, vous vous obstinez à affirmer que nous avons non seulement des cartes mais des timbres : devant la C. A. P. je vous ai dit : non, c'est une erreur, vous ne pourriez pas m'en montrer un seul cas, nous n'en avons pas... Cependant, vous êtes venu encore à cette tribune affirmer aux délégués que nous avions des timbres sur nos cartes. Que signifie cette obstination ?

### QUESTION

On a, en somme, affirmé ici que nous serions des instruments inconscients de certains éléments de désagrégation de la classe ouvrière. Mais vous, camarades, qui nous accusez, êtes-vous bien sûrs que vous n'êtes pas manœuvrés par les ennemis de la classe ouvrière et du Front Populaire. La clef de voûte du Front Populaire, c'est notre Parti : si on pouvait l'affaiblir, le diviser, le diminuer, la fissure pourrait atteindre des dimensions imprévisibles. Dans l'état d'inquiétude où se trouvent les masses populaires, qui sait ce qu'il en résulterait pour l'avenir de notre mouvement. Incontestablement, la réaction se réjouirait des mesures brutales de coercition dont nous sommes menacés. Et d'un autre côté, si j'en crois certaines instructions adressées par le Parti Communiste, on n'est pas non plus indifférent à l'opération préparée contre nous. Un secrétaire de cellule de l'Eure écrit au secrétaire de la section socialiste en lui proposant une réunion commune sur le sujet suivant : « La Gauche Révolutionnaire (trotskyste) (sic) au sein du Parti socialiste. » Il y a donc beaucoup de forces qui concourent à souhaiter notre exclusion. Etes-vous sûr que c'est en vue de l'intérêt du Parti ? Pour moi, toutes ces têtes penchées sur notre unité, pour en observer la solidité me dictent mon devoir : Je ne ferai rien pour donner satisfaction à nos adversaires.

### ROLE DU PARTI

Mais je ne cesserai pas non plus d'alerter le Parti sur son rôle *spécifique*. Jamais il ne s'est trouvé dans une telle situation à la fois difficile, et favorable à ses perspectives propres. Sans doute certains camarades ne se sont pas suffisamment préoccupés de cette phase particulièrement délicate de notre existence en tant que Parti : ils sont passés d'une conception d'opposition systématique et absolue à une collaboration si étroite qu'elle ne permettrait plus au Parti, si on les suivait, de jouer son rôle révolutionnaire. Il est assez curieux de rappeler à ce sujet comment Paul Faure caractérisait le rôle du Parti il y a quelques années.

« A moins de vouloir mettre la maison à l'envers et de prétendre que le jour c'est la nuit, les militants, depuis l'origine du mouvement socialiste ont tous été d'accord pour proclamer que la place normale du Parti, c'était d'être dans l'opposition. Ceux qui seraient assez ignorants pour avoir le moindre doute à ce sujet n'ont qu'à relire les statuts et la charte du Parti en même temps que les nombreuses résolutions de nos congrès. » (Vié du Parti, 6-12-29.)

...Lecture salutaire, en effet, mais ce qui est en cause, en ce moment, ce n'est ni « l'opposition » ni la « participation ». C'est quelque chose que Zyromski définissait ainsi, en juin dernier : « Il est évident que nous allons au Gouvernement non pas pour nous contenter de gérer les intérêts de la société bourgeoise, mais pour attaquer la racine, le principe même de la structure capitaliste. »

Voilà ce que le Parti doit dire, et propager. Si ses délégués au Gouvernement ne peuvent le dire, raison de plus pour que nous parlions *en tant que socialistes* ; l'exercice du pouvoir n'aurait aucun sens, mieux, il comporterait de terribles inconvénients pour l'avenir s'il ne servait pas à cette préparation, dans les faits comme dans les esprits, de l'issue révolutionnaire. C'est parce que les militants ont plus ou moins obscurément conscience de cette situation, qu'il y a du malaise dans nos rangs comme d'ailleurs dans les masses populaires. Nous avons tous la charge de conduire le Parti à une des heures les plus décisives de son histoire : s'il ne remplit pas sa mission, qu'il se prépare à céder la place à d'autres. Pour tous les grands problèmes, il a ses solutions à lui. Même sur la question de la guerre où notre minorité apparaît comme plus particulièrement en désaccord avec la majorité, nous considérons que l'ensemble du Parti peut et doit faire siennes, comme directives fondamentales, ces lignes de Léon Blum : « La guerre devient possible quand la masse de l'opinion la croit possible.

« Elle ne sera pas, si nous ne voulons pas qu'elle soit.

« ...La position socialiste est d'éclaircir et de débattre au grand jour les faits de toute nature qui contiennent des risques de litige entre nations mais en écartant d'une façon absolue l'idée

que ces litiges puissent trouver leur solution dans la guerre. Cette attitude comporte au préalable une résolution d'ordre théorique et général : *Celle d'opposer une fin de non recevoir catégorique à la possibilité même de toute guerre.* »

Expliquer cela aux masses populaires, au nom du Parti, et montrer que les contradictions du régime tiennent prisonniers nos délégués au Gouvernement, ce n'est pas se désolidariser de nos camarades, c'est au contraire sauvegarder leur prestige socialiste. Mais si on veut nous faire admettre comme conformes aux doctrines, aux décisions et aux intérêts du Parti, les crédits militaires formidables, la défense passive, l'union sacrée, la militarisation de la jeunesse, les deux ans, alors *non*, nous ne le pouvons pas et nous ne pouvons pas mentir, à aucun prix, sous aucun prétexte, à la classe ouvrière.

Vous savez maintenant l'objet de nos divergences, camarades, le Parti se prononcera clairement. Et votre décision, elle aussi, quelle qu'elle soit, aura un sens politique. Pour l'organisation de notre tendance, nous appliquerons la règle générale fixée par le Congrès; mais quant à nos conceptions politiques, il n'appartient à personne de les supprimer par décret. Que craignez-vous ? Si ce que nous disons est si absurde, alors nous resterons une petite minorité insignifiante et vous n'avez pas à vous inquiéter. Mais si ce que nous disons correspond à une réalité de classe, pourquoi brandir vos foudres, vous devriez savoir d'avance que ce n'est pas ainsi qu'on brise un courant d'opinion, bien au contraire. Est-ce que la répression de la bourgeoisie a pu jamais arrêter autrement que pour peu de temps la montée du socialisme dans le monde ?

### STRUCTURE DU PARTI

C'est le Parti qui appréciera, ce sont les militants, lorsqu'ils feront leur expérience, leurs réflexions, qui prendront position. Il faut le leur permettre : toutes nos difficultés s'aggraveront si on fausse la démocratie intérieure. Elles s'atténueront dans le cas contraire. Le Parti, ce n'est pas telle ou telle personnalité même éminente, telle ou telle tendance, c'est l'ensemble, c'est la synthèse et la collaboration fraternelle de tous ceux qui se dressent contre le vieux monde et veulent en finir avec lui. Le Parti, c'est l'instrument dont le prolétariat a besoin pour vaincre; il doit donc permettre d'enregistrer et de composer tous les courants qui existent au sein du prolétariat. Ceux qui voudraient nous proscrire ne se rendent-ils pas compte qu'ils seraient à leur tour proscrits dans un Parti unifié d'où les minorités seraient chassées ? Nous restons fidèles, nous, à la physionomie traditionnelle du Parti, à celle que définissait notre camarade Léon Blum dans son substantiel commentaire du Programme d'Action du 21 avril 1919.

« Je considérerais, quant à moi, disait-il, comme un très grand malheur que nos camarades kienthaliens quittassent demain. Et

pourquoi ? Parce que, dans ma pensée, ils représentent d'une façon particulièrement précise cette force de contemplation vers l'avenir et vers l'idéal qui est une nécessité de la vie et du développement socialistes. »

Voilà l'œuvre et l'organisation à laquelle nous sommes profondément attachés, travaillons-y tous ensemble, en donnant à notre vie intérieure le maximum d'intensité en favorisant l'expression spontanée des réflexions des militants, en diffusant toutes les idées, en sollicitant toutes les critiques et tous les efforts constructifs.

Et pour reprendre l'image qui termine le discours auquel je viens d'emprunter un passage, lorsque, comme en ce moment, des malentendus ou des oppositions risquent de nous diviser gravement, tournons-nous vers les sommets, élevons-nous ensemble au-dessus des brumes de la vallée, *prenons résolument le chemin qui conduit à la conquête du pouvoir*, alors, dans un élan enthousiaste vers la révolution socialiste, notre unité profonde s'imposera d'elle-même par l'immensité des tâches que nous aurons à remplir...

(Applaudissements.)

# Pour le Socialisme révolutionnaire

MOTION PROPOSEE AU CONGRES NATIONAL PAR LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE AVANT SA DISSOLUTION ET REPRISE PAR MARCEAU PIVERT, LUCIEN HERARD, RENE MODIANO (1)

Réuni au cours d'une expérience unique dans l'histoire du Parti et au terme d'une année d'exercice du pouvoir par un gouvernement bilan sincère et objectif de cette période fertile en enseignements de toutes sortes.

Le Congrès rappelle que, malgré les efforts des délégués du Parti au Rassemblement populaire, celui-ci a limité son objectif immédiat à un « programme de revendications urgentes et par là même restreintes », qui devaient être « complétées par des mesures plus profondes pour arracher l'Etat aux féodalités industrielles et financières » (préambule du programme du Rassemblement populaire).

Il se félicite des importants avantages sociaux obtenus par l'action combinée du prolétariat en grève et du gouvernement, ainsi que de l'adoption de nombreuses lois favorables aux classes laborieuses, telles que l'Office du Blé, la prolongation de la scolarité, les conventions collectives, les délégués ouvriers, la loi de quarante heures, les congés payés, etc...

Mais, comme il l'avait prévu dans ses précédentes assises, et plus particulièrement à Toulouse, en 1934, le caractère fragmentaire et limité des mesures prises a très rapidement révélé leur insuffisance en face d'un « système politique vieilli » et d'un régime économique condamné.

Avec une autorité accrue par l'expérience, le Congrès rappelle que les mesures inscrites au programme socialiste « constituent un ensemble organique dont la mise en œuvre permettra seule de surmonter la crise, et par conséquent d'éviter le fascisme, où le capitalisme cherche aujourd'hui son cadre politique. » (Toulouse.)

Le Congrès constate qu'en l'absence d'un tel ensemble organique de mesures, la pression capitaliste a été assez forte pour obtenir un arrêt des réalisations du Front populaire, et même un recul en certains domaines.

## BILAN ACTUEL DU FRONT POPULAIRE

Cette pression s'est exprimée par le veto du Sénat, les campagnes de la grande presse, le chantage de certains ministres radicaux, les provocations fascistes, le sabotage patronal, la spéculation victorieuse, la hausse des prix et la fuite des capitaux.

Ainsi la volonté de lutte clairement manifestée par le Parti

Socialiste « décidé à ne se laisser arrêter ou détourner par aucune forme de résistance, à briser tout ce qui ferait obstacle à la souveraineté populaire » (Toulouse), s'est trouvée progressivement mise en échec par la résistance des privilégiés.

Ainsi, bien des mesures prévues par le programme du Rassemblement populaire ne sont pas réalisées ou le sont d'une façon très insuffisante :

L'amnistie générale;

La dissolution effective des ligues fascistes;

L'assainissement de la vie publique, notamment par les incompatibilités parlementaires;

L'abrogation des lois scélérates;

La répression de la diffamation et du chantage;

La destruction des trusts de presse et de publicité commerciale et financières;

L'application des lois laïques;

L'institution du fonds national de chômage;

L'aménagement de la situation des petits commerçants;

L'assainissement du crédit (réglementation de la profession de banquier, des sociétés anonymes et des pouvoirs de leurs administrateurs);

La transformation du capital de la Banque de France en obligations;

Les mesures fiscales frappant les grosses fortunes;

La suppression de la fraude par la mise en vigueur de la carte d'identité fiscale;

La révision des marchés de guerre;

Le contrôle des sorties de capitaux et la répression de leur évasion par les mesures les plus sévères, allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger, ou de leur contre-valeur en France.

L'orientation donnée à la politique financière est directement opposée à celle du programme du Front populaire; les spéculateurs et les porteurs d'or sont récompensés, et les représentants les plus qualifiés des deux cents familles (MM. Rist, Baudouin et Rueff) sont placés à la direction des finances du pays.

Cette situation a été également provoquée, et considérablement aggravée, par le développement du militarisme et l'accroissement des crédits de guerre, contraires à la fois au programme du Parti (motion de Huyghens) et au programme du Front populaire.

Une telle préparation à la guerre était incompatible avec l'organisation de la paix. Elle a rendu impossible la réalisation du programme du Front populaire en ce qui concerne la défense de la paix. (« Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée, répudiation de la diplomatie secrète, action pour ramener à Genève les Etats qui s'en sont écartés, ajustement pacifique des

traités dangereux pour la paix du monde. ») Elle a annihilé tous les efforts du gouvernement vers une détente internationale.

Dans ces conditions, le Congrès ne peut que constater la corrélation inévitable entre les satisfactions substantielles accordées aux capitalistes, aux trusts, aux munitionnaires (qui subsistent malgré les pseudo-nationalisations) et l'ajournement des légitimes revendications des chômeurs, des vieux travailleurs, des paysans, des petits commerçants, des femmes, des jeunes, des soldats.

Conformément à la Charte constitutive du Parti, le Congrès « répudie toute tentative pour masquer les antagonismes de classe », et condamne plus particulièrement les mesures qui préparent l'union sacrée avec les pires ennemis du peuple, réactionnaires, bellicistes et cléricaux (défense passive, journée du 11 novembre, appels et comités en faveur de l'emprunt de défense nationale).

Ces graves divergences entre le contenu politique de l'action du gouvernement et la volonté des masses, qui ont pris une forme particulièrement dramatique dans les fusillades de Metlaoui et de Clichy, ébranlent les conquêtes populaires et menacent la cohésion indispensable des ouvriers, paysans et classes moyennes.

## Mesures urgentes

En conséquence, les dispositions du programme du Front populaire non encore réalisées doivent l'être dans le délai le plus court. La capacité de consommation des classes laborieuses doit être accrue; les salaires, traitements, retraites et allocations doivent être immédiatement rajustés.

Le Congrès, rappelant que dans les mois qui vont venir seront dénoncées les conventions collectives, et terminée la période d'essai de l'arbitrage obligatoire, demande que l'échelle mobile, avec contrôle ouvrier des indices, soit de droit inscrite dans les nouvelles conventions et appliquée aux fonctionnaires. Il constate que la procédure de l'arbitrage obligatoire s'est révélée, d'une manière générale, incapable d'assurer le maintien du niveau de la vie des travailleurs, et il rappelle la nécessité absolue de protéger contre toute atteinte les techniques de lutte directe du prolétariat. En outre, le Congrès affirme que toute amélioration du sort de la population laborieuse aura un caractère éphémère si elle ne s'accompagne pas d'une offensive résolue contre les oligarchies financières et leurs agents fascistes, militaristes et cléricaux, et de mesures profondes, atteignant la structure du régime capitaliste, sans lesquelles il sera impossible de consolider l'alliance des ouvriers paysans et classes moyennes.

IL FAUT UN SECOND PROGRAMME DE FRONT POPULAIRE, sans lequel le premier ne sera jamais réalisé intégralement.

## Un nouveau Programme

Le Congrès préconise principalement les mesures suivantes :

### I. — Mesures économiques.

a) Pour obtenir les ressources nécessaires au financement des réformes sociales et des grands travaux, sans menier la confiance des banques: *nationalisation des assurances* (permettant de couvrir tous les risques, et de réaliser l'extension et la péréquation des retraites) et *des industries-clés*: transport, métallurgie, mines, produits chimiques et engrais, minoteries, électricité, carburants, etc., avec transformation des actions en obligations, et à l'exclusion de toute gestion mixte des entreprises.

b) Pour arracher l'Etat aux influences capitalistes, combattre la crise et aider les classes moyennes: nationalisation du crédit, qui assurera un financement rationnel du secteur nationalisé, en même temps qu'une amélioration sensible des conditions de vie et d'adaptation des petites et moyennes entreprises.

c) Pour lutter contre la grande misère des travailleurs agricoles, nationalisation des grands domaines, et exploitation de ceux-ci par ces travailleurs organisés en coopératives.

d) Pour assurer la remise en route de l'activité économique, exécution d'un véritable programme de grands travaux orientés exclusivement vers l'élévation du niveau de vie des masses (habitation, hygiène, éducation, loisirs).

e) Pour assurer le contrôle de l'économie et l'organisation du marché :

Création d'offices agricoles, supprimant réellement les intermédiaires entre la ville et la campagne;

Contrôle des changes par la création d'une centrale des devises; monopole du commerce extérieur;

Contrôle ouvrier sur l'embauchage, les prix de revient et les frais d'exploitation des entreprises.

### II. — Elargissement et fonctionnement de la démocratie.

a) Réalisation de l'égalité politique, économique et juridique entre les sexes (conformément à la motion de Mulhouse). Comme mesures immédiates :

Reconnaissance des droits politiques intégraux aux Françaises.

Accession des femmes à toutes les fonctions publiques, si élues soient-elles, à la magistrature et aux jurys populaires;

Action gouvernementale pour la réalisation progressive du principe syndical: « A travail égal, salaire égal. »

b) Lutte incessante, par tous les moyens appropriés pour la limitation des prérogatives du Sénat, jusqu'à la disparition de celui-ci.

c) Réforme du statut politique et administratif de la région parisienne.

d) Nationalisation des agences de presse, de publicité, et des industries cinématographiques et radiophoniques.

e) Epuration systématique des administrations publiques (armée, police, chemins de fer, diplomatie, finances, etc., etc...) et contrôle de l'exécution des volontés du gouvernement par des délégués ouvriers et techniciens. Exemple : contrôle de l'administration intérieure de l'armée par des délégués des anciens combattants.

f) Réforme judiciaire dans un sens démocratique.

g) Organisation d'une véritable défense antifasciste, comportant la participation effective des travailleurs organisés à l'application et au contrôle de toute mesure de sécurité démocratique, et à la séparation totale de l'organisation militaire et du matériel militaire, celui-ci étant confié à des organismes civils, avec représentation ouvrière.

h) Reconnaissance aux peuples coloniaux de toutes les libertés démocratiques et syndicales.

### III. — Défense et organisation de la paix.

a) Abandon de toutes les mesures de militarisation de la population civile (préparation militaire obligatoire, loi d'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, exercices de « défense passive »).

b) Arrêt immédiat de la course aux armements, initiatives symboliques de désarmement partiel, organisation du service à court terme, diminution des crédits militaires.

c) Reconsidération des traités impérialistes de 1919, et en particulier répudiation de l'article 231, proclamant la responsabilité unilatérale de l'Allemagne dans la guerre mondiale.

d) Propositions précises et publiques de désarmement général, progressif et simultané, en liaison avec la réorganisation économique de l'Europe.

## Front Populaire de Combat

Le Congrès fait un pressant appel aux autres organisations du Rassemblement populaire pour qu'elles n'hésitent devant aucune des audaces nécessaires. Il charge ses délégués au R. P. de soumettre à celui-ci les mesures ci-dessus énoncées. A ce sujet, le Congrès rappelle la condition essentielle qu'il a toujours posée à l'exercice du pouvoir en collaboration avec d'autres partis : disposer non seulement de la majorité, mais aussi de l'autorité dans le gouvernement. Cette condition, d'ailleurs réalisée depuis un an, n'a de sens que si elle permet effectivement, dans les moments difficiles, de faire prévaloir les mesures de salut public qui, seules, peuvent faire réussir l'œuvre entreprise.

Toutefois, si les négociations étaient trop longues et si des résistances se faisaient jour contre l'adoption de ces mesures, le Congrès refuse de se laisser enfermer dans le dilemme : continua-

tion de la « pause » ou démission du gouvernement. Il demande aux délégués du Parti au gouvernement de conserver leur poste et il charge la C. A. P. d'organiser à travers le pays une vaste campagne d'agitation afin de puiser, dans le soutien actif des masses, la force nécessaire pour venir à bout de toutes les résistances.

Le Congrès estime indispensable que les premières mesures du nouveau programme, choisies parmi les plus importantes et les plus efficaces, soient réalisées avant la séparation des Chambres siégeant sans désespérer, ou au plus tard au cours d'une session spéciale extraordinaire précédant la rentrée ordinaire.

### LE PARTI ET LE PROLETARIAT

Comme le montrent l'expérience historique de la Révolution française et les grèves récentes de juin, les Assemblées législatives peuvent jouer un rôle progressiste dans la mesure où l'action directe ouvrière, d'abord, les oblige à traduire en textes la volonté populaire, et, ensuite, veille à assurer l'exécution des décisions prises.

Le Congrès proclame que cette action sera d'autant plus efficace que sera réalisée l'unité politique de la classe ouvrière. Il s'adresse au Parti communiste pour la constitution d'un parti unique du prolétariat, internationaliste et révolutionnaire, sur les deux bases fondamentales suivantes :

a) Autodétermination complète du Parti dans ses Congrès ;

b) Large démocratie intérieure, garantissant à toutes les formes de la pensée socialiste les moyens de faire prévaloir les tactiques les mieux adaptées aux événements.

Le Congrès, convaincu qu'en France comme dans la grande majorité des Etats européens, une lutte décisive est engagée entre le socialisme porteur des espérances du peuple travailleur, et le fascisme, dernier rempart d'un régime aux abois, affirme que le seul moyen de vaincre le fascisme en France, et en même temps de l'ébranler dans les autres pays, est de marcher résolument et audacieusement vers la Révolution socialiste, en dehors de laquelle il n'est pas de salut pour l'humanité.

(1) Rappelons que le Congrès national qui devait avoir lieu le 16 mai a été reculé au 10 juillet sans raison sérieuse.

.....

## **CE QU'ÉTAIT LA PLATE-FORME CONSTITUTIVE DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE**

(oct. 1935)

### **1° DE LA DEFENSIVE ANTI-FASCISTE A L'OFFENSIVE CONTRE LE CAPITALISME**

Les forces productives développées par le régime capitaliste se heurtent de plus en plus aux obstacles dressés par leur propre exploitation.

Pour parer à ces difficultés croissantes, le capitalisme est forcé de s'imposer des formes planifiées.

Mais comme à l'époque du capitalisme de libre concurrence, puis du capitalisme monopoleur, le capitalisme étatique reste soumis à la loi du profit et son évolution l'entraîne vers la généralisation de la misère.

En même temps se transforme la superstructure politique et la démocratie bourgeoise devient un système périmé de domination capitaliste : ELLE TEND A SE TRANSFORMER EN ETAT AUTORITAIRE.

L'alternative qui se pose est donc : dictature autoritaire du grand capital contre l'ensemble des masses laborieuses ou dictature du prolétariat, représentée par un gouvernement ouvrier et paysan, issu de la révolution, substituant à l'appareil étatique de la bourgeoisie les organismes démocratiques des masses laborieuses et construisant le socialisme.

Si les partis ouvriers se bornent à défendre la démocratie bourgeoise périmée, ils ne montreront pas d'issue réelle aux masses souffrantes, ils permettront aux démagogues fascistes d'identifier les partis ouvriers avec la démocratie capitaliste et de conquérir ainsi de larges couches désespérées pour les buts fascistes. C'est pourquoi le P. S. doit transformer la défensive anti-fasciste en offensive contre le capitalisme et rassembler les masses laborieuses sous son drapeau en prenant comme points de départ aussi bien leurs besoins économiques que la défense des libertés démocratiques, conquises de haute lutte par nos aînés.

### **2° POUR UN FRONT POPULAIRE DE COMBAT**

Le Front Populaire actuel est un rassemblement des masses contre la menace fasciste. Les aspirations de ces masses ne peuvent être réalisées désormais que par des combats avec le grand capital et ne devraient avoir comme issue que la chute de la domination bourgeoise. Mais la politique actuelle de ses dirigeants freine les possibilités révolutionnaires.

Un gouvernement du Front Populaire rencontrera dès qu'il essaiera de satisfaire même aux plus modestes aspirations des masses la plus farouche résistance extraparlémentaire des forces capitalistes. Il lui faudra alors, ou bien trahir ces masses et capituler honteusement, ou bien se jeter — sous la pression des masses — dans un combat en direction du socialisme. Seul un gouvernement qui s'appuiera sur la volonté de masses organisées, résolues à la lutte et au moins partiellement équipées pour le combat pourra se transformer en gouvernement ouvrier et paysan et mener à son terme sa tâche révolutionnaire.

La tactique du Parti Socialiste doit découler de ces considérations.

Il doit préparer les masses à l'action directe, à la lutte sous toutes ses formes (depuis les meetings et démonstrations de rue jusqu'à la grève générale en accord avec les syndicats). L'amoindrissement continu de l'importance du parlementarisme impose au parti le passage à l'action extraparlémentaire et la dénonciation des illusions électoralistes. Toute l'activité du Parti doit lui être dictée non par la légalité de son ennemi de classe, mais par la volonté des masses travailleuses et par les nécessités de la lutte révolutionnaire.

### **3° POUR UNE MILICE POPULAIRE ET DES COMITES DE SALUT PUBLIC**

Des mots d'ordre concrets, adoptés à la situation et perceptibles par les masses en mouvement augmentent leur capacité offensive.

Ainsi, en présence des provocations fascistes qui se multiplient, nous lançons le mot d'ordre de la MILICE OUVRIERE ET PAYSANNE; ce mot d'ordre implique la création immédiate des organismes de défense active destinés à l'encadrement des masses. Le développement de la milice sera déterminé par le processus révolutionnaire et contribuera à la désagrégation du moral de l'ennemi fasciste.

D'autre part, dans chaque localité, dans chaque quartier, un COMITE de salut public (COMMUNE) doit se constituer à la faveur des luttes: les paysans seront appelés à contrôler eux-mêmes les prix de vente de leurs produits et les COMITES PAYSANS se prépareront à prendre en mains la gestion des minoteries et des grands domaines. Des COMITES POPULAIRES contrôleront les prix dans les villes; d'autres, en accord avec les syndicats, contrôleront la fabrication et le transport des armements. Partout, les travailleurs constitueront, à côté du pouvoir officiel de la bourgeoisie, les éléments du POUVOIR POPULAIRE. Les délégués de tous les Comités populaires locaux se réuniront pour constituer les ETATS GENERAUX DES MASSES TRAVAILLEUSES.

En même temps, une propagande active et une pénétration

méthodique s'exerceront parmi les forces coercitives de la bourgeoisie

Une révolution ne s'improvise pas. Le Parti doit donc la préparer et envisager l'action révolutionnaire sous toutes ses formes et dans tous ses moyens.

#### 4° CONTRE LA GUERRE ET L'UNION SACREE

Le prolétariat doit se dresser de toutes ses forces contre la guerre menaçante.

Les techniques modernes de guerre font de la prétendue « défense nationale » en régime capitaliste une expression vide de sens et une duperie sanglante.

En aucun cas le prolétariat ne saurait s'associer à une guerre menée par ses exploités.

Ni au nom de la « démocratie » contre le fascisme extérieur. On ne porte pas la liberté à un peuple à la pointe des baïonnettes et on ne lutte pas contre le fascisme d'autrui après avoir accepté dans son propre pays un régime équivalent (état de siège, censure, suppression de toutes les libertés, destruction physique et morale du peuple, etc.).

Ni au nom de la défense de l'U.R.S.S. car la seule défense efficace des conquêtes de la première Révolution prolétarienne victorieuse, c'est son extension vers la Révolution mondiale.

Ni, à plus forte raison, au nom de considérations diplomatiques quelconques.

Il ne peut faire confiance, pour l'empêcher, à un organisme international quelconque des états impérialistes (comme la S.D.N.). De même, il ne peut raisonnablement attendre que le capitalisme consente à se désarmer lui-même.

Le prolétariat trahirait sa mission s'il marchait sous un prétexte quelconque à la remorque d'un impérialisme contre un autre.

Toute lutte contre la guerre doit être menée d'une manière autonome et avec tous les moyens d'action directe de classe. Le danger de guerre ne peut disparaître que par le renversement du capitalisme.

Notre mot d'ordre essentiel de lutte contre la guerre est :

« SI TU VEUX LA PAIX, PREPARE LA REVOLUTION. »

Nous ne l'abandonnerons sous aucun prétexte.

Si, malgré nos efforts, la guerre éclate, les socialistes utiliseront les difficultés créées par les hostilités pour renverser leur propre bourgeoisie par les moyens révolutionnaires. Ils tendront à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Ils doivent être convaincus que la défaite de la bourgeoisie de

leur pays sera le levier de leur victoire et la seule aide véritable à la révolution russe.

#### 5° POUR LA LIBERATION DES PEUPLES COLONIAUX

(développé en une p. f. spéciale, voir n° 4 de la « G. R. »)

Les socialistes ont le devoir de soutenir les mouvements des peuples coloniaux en faveur de leur libération. Toutefois, dans ces luttes ils doivent conserver leur propre organisation et leur politique socialiste en face des éléments indigènes féodaux, capitalistes et petits-bourgeois.

#### 6° POUR L'UNITE ORGANIQUE ET REVOLUTIONNAIRE

La politique actuelle de chacune des deux Internationales ne traduit pas la volonté révolutionnaire des masses.

L'unité ne saurait être seule la garantie de la victoire, car le parti unifié groupera les courants les plus contradictoires.

Mais c'est de l'intérieur du mouvement prolétarien unifié que nous voulons rechercher les possibilités de redressement révolutionnaire. Car la fusion des deux partis attirera nécessairement des milliers de prolétaires inorganisés aujourd'hui, contribuera à élever la volonté combative de la classe ouvrière et donnera de nouvelles possibilités à l'action révolutionnaire.

D'où : NECESSITE URGENTE DE LA RECONSTITUTION DE L'UNITE ORGANIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE et de la plus large DEMOCRATIE INTERIEURE pour que les différentes tendances puissent gagner les militants à leurs conceptions.

7° NOTRE BUT est de gagner la majorité des militants de la S.F.I.O. à ces points de vue.

.....

## TABLE DES MATIERES

|  |       |
|--|-------|
| I. — La minorité a la parole, M. P.....  | p. 1  |
| II. — La circulaire 273 .....  | p. 3  |
| III. — Pour la démocratie socialiste, par Lucien Hérard<br>(C. N. 14-12-37) .....            | p. 5  |
| IV. — Contre la guerre et l'Union Sacrée, par René<br>Modiano (C. N. 14-2-37) .....          | p. 9  |
| V. — Pour l'action autonome du Parti Socialiste, par<br>Marceau Pivert (C. N. 14-2-37) ..... | p. 14 |
| VI. — Nouvelle circulaire .....  | p. 29 |
| VII. — Les crimes de la Gauche Révolutionnaire, par<br>Marceau Pivert (C. N. 18-4-37).....   | p. 31 |
| VIII. — Pour le Socialisme révolutionnaire (motion)  | p. 50 |
| IX. — Ce qu'était la plate-forme constitutive de la<br>Gauche Révolutionnaire.....           | p. 56 |

.....

**MILITANTS SOCIALISTES... LISEZ ..**

# LES CAHIERS ROUGES

Revue mensuelle d'éducation et d'action  
~~~~~ révolutionnaires ~~~~~

RÉSERVÉE AUX MILITANTS DU  
PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

DIRECTEUR : **MARCEAU PIVERT**  
42, rue de Dantzig, Paris - X<sup>e</sup>

**Le cahier, 2 fr.**

Abonnements :

**Un an, 20 fr.**

**6 mois, 10 fr.**

adresser à **Anita SAUVAGE**, 6 bis, rue Pocard - LEVALLOIS-PERRET  
Chèques postaux Paris 351-44



Chaque mois lisez...

# LES CAHIERS DE SPARTACUS

Directeur : René LEFEUVRE

140, Boulevard Saint-Germain — Paris (VI<sup>e</sup>)

## CAHIERS PARUS :

VICTOR SERGE

16 Fusillés.

Préface de Magdeleine Paz.

ROSMER et MODIANO

Union sacrée 1914-193..

Préface de Marcel Martinet.

ROSA LUXEMBOURG

La Révolution Russe

VICTOR SERGE

Lénine 1917.

A. et D. PRUDHOMMEAUX

Catalogue 1936-1937

## A PARAITRE :

PIERRE ROBERT

Trente mois dans les geôles hitlériennes.

MICHEL COLLINET

et COLETTE AUDRY

Révolution et Construction socialiste en Catalogne.

SIMON RUBAK

Classes moyennes et Révolution.

A. PATRI

Logique et Dialectique.

LUCIEN HERARD

La guerre et la solidarité prolétarienne internationale.

JACQUES PERDU

Le Proletariat, l'U. R. S. S. et la Guerre.

ARMAND COLOMBAT

Situation actuelle du Marxisme.

## NOS ENQUETES

Dictature ou Démocratie?

Marxisme: Science ou Philosophie?

Les intellectuels et la guerre.

## CONDITIONS DE VENTE :

France. — 1 brochure : 2 fr. 25 ; 5 br. : 8 fr. 50 ; 10 br. : 16 fr. 50 ;  
25 br. : 37 fr. 50 ; 50 br. : 67 fr. 50 ; 100 br. : 120 francs.

## ABONNEMENTS

|                                    | France |       | Autres pays |       |
|------------------------------------|--------|-------|-------------|-------|
|                                    | 6 mois | 1 an  | 6 mois      | 1 an  |
| Simple (6 et 12 numéros).....      | 11 »   | 20 »  | 13 »        | 24 »  |
| De soutien (tirage sur Japon)....  |        | 50 »  |             | 60 »  |
| De propagande (tir. sur Hollande)  |        | 100 » |             | 110 » |
| Multiples (5 ex. de chaque broch.) | 44 »   | 80 »  | 50 »        | 92 »  |
| — (10 ex. de chaque broch.)        | 80 »   | 135 » | 90 »        | 155 » |

A adresser à : J. LEFEUVRE, 23, rue Mouffetard, PARIS (V<sup>e</sup>)

:: ::

Chèque postal : Paris C. 633-75

:: ::

Imprimerie Industrielle et Artistique, 3, rue Godot-de-Mauroy, Paris-9<sup>e</sup>  
(travail exécuté par des ouvriers syndiqués)

Le Gérant : J. LEFEUVRE.